Joseph Josy Lévy

Professeur-chercheur, département de sexologie, Université du Québec à Montréal
Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales ([GEIRSO](#))

(1976)

Un village du bout du monde. Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Joseph Josy Lévy

Professeur-chercheur, département de sexologie, Université du Québec à Montréal, Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO)

Un village du bout du monde. Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises.

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1976, 136 pp. Collection : Recherches caraïbes.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 2 novembre 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Joseph Lévy : levy.joseph_josy@uqam.ca.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 8 décembre 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Dans la même collection

L'archipel inachevé. Culture et société aux Antilles françaises, publié sous la direction de Jean Benoist, 1972.

Histoire de l'Isle de Grenade en Amérique, 1646-1659. Manuscrit anonyme présenté et annoté par Jacques Petitjean Roget, 1975.

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention du Conseil canadien de recherche en sciences sociales, dont les fonds proviennent du Conseil des arts du Canada.

Couverture Photographie du port de Grand'Rivière par Joseph Josy Levy

« Notre village est un village du bout du monde. Ici on ne fait pas chacun chez soi et on est heureux de se retrouver ensemble. »

Un pêcheur de Grand'Rivière

Joseph Josy Lévy

Professeur-chercheur, département de sexologie, Université du Québec à Montréal
Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales ([GEIRSO](#))

Un village du bout du monde. Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1976, 136 pp. Collection :
Recherches caraïbes.

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Liste des cartes](#)

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

[Chapitre I.](#) Espaces et rythmes du village

[Chapitre II.](#) Le passé

[Chapitre III.](#) La plantation

[Chapitre IV.](#) La pêche

[Chapitre V.](#) L'agriculture vivrière et l'élevage

[Chapitre VI.](#) Les structures familiales et communautaires

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- [Tableau 1.](#) Répartition de la population du village entre 1894 et 1968
- [Tableau 2.](#) Transmission de la propriété Bellevue
- [Tableau 3.](#) Évolution agricole de Bellevue
- [Tableau 4.](#) Répartition des tâches selon les sexes
- [Tableau 5.](#) Mode d'évaluation du travail
- [Tableau 6.](#) Répartition des jours-ouvriers selon les tâches accomplies sur l'habitation
- [Tableau 7.](#) Nombre de jours-ouvriers employés par pièce
- [Tableau 8.](#) Répartition des jours travaillés selon l'âge des ouvriers
- [Tableau 9.](#) Répartition des jours travaillés selon la capacité de consommation des maisonnées
- [Tableau 10.](#) Répartition des sorties selon la stabilité de l'équipage
- [Tableau 11.](#) Répartition des *natal's* selon le type de responsabilité
- [Tableau 12.](#) Répartition des sorties selon le type de responsabilité
- [Tableau 13.](#) Répartition de l'agriculture selon la catégorie socioprofessionnelle
- [Tableau 14.](#) Répartition de l'agriculture selon le statut du pêcheur
- [Tableau 15.](#) Répartition des jardins selon la capacité de consommation des maisonnées
- [Tableau 16.](#) Répartition de l'élevage selon la capacité de consommation des maisonnées
- [Tableau 17.](#) Évolution de la population entre 1894-1971
- [Tableau 18.](#) Solde migratoire de Grand'Rivière 1910-1971
- [Tableau 19.](#) Pyramide d'âge de Grand'Rivière en 1971
- [Tableau 20.](#) Évolution des groupes d'âge entre 1954 et 1971
- [Tableau 21.](#) Répartition des types de maisonnée en 1927 et 1971
- [Tableau 22.](#) Répartition des types de famille en 1927 et en 1971
- [Tableau 23.](#) Répartition des parrains et marraines choisis parmi les parents consanguins

Table des cartes

[Retour à la table des matières](#)

- [Carte 1.](#) Propriétés de la région de Grand'Rivière
- [Carte 2.](#) Le bourg de Grand'Rivière en 1890
- [Carte 3.](#) Le village de Grand'Rivière en 1971
- [Carte 4.](#) Bâtiments principaux de l'habitation Bellevue
- [Carte 5.](#) La plantation Bellevue (répartition des pièces)
- [Carte 6.](#) Les zones de pêche de Grand'Rivière

Joseph Josy Lévy

**Un village du bout du monde.
Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

À partir d'une étude menée sur le terrain, cet ouvrage décrit les transformations économiques et sociales survenues dans un village des Antilles françaises où, depuis la départementalisation, un ensemble de politiques issues de la métropole a été introduit. Ces politiques ont orienté le village selon de nouvelles lignes de force, mais leur impact a varié selon la stratification socioprofessionnelle et l'organisation familiale.

Joseph Josy Lévy

**Un village du bout du monde.
Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises**

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

De l'arrivée dans une communauté inconnue au retour vers la société familière au chercheur, le lent travail quotidien de la recherche anthropologique s'accompagne d'une gamme d'émotions où alternent enthousiasme et ennui, déboires et satisfactions, nostalgie et engagement, que le temps écoulé permet de cerner avec plus de détachement sinon de sérénité.

Dans le cadre d'une analyse comparative des villages de pêcheurs aux Antilles françaises, j'avais choisi de passer l'été de 1968 à Grand'Rivière. Aussi, c'est avec curiosité que j'affrontai le dépaysement lié à cette première expérience de terrain en Martinique. Le paysage magnifiquement sauvage de ce coin de l'île évoquait pour moi les mystères des forêts tropicales, mais ce qui dominait c'était un sentiment d'isolement complet, tant le village semblait séparé de tout, perdu au bout d'une route sinueuse, enfoui dans une gangue de verdure qui l'écrasait. Je fis halte à l'auberge à la façade rose qui se trouvait à l'entrée du village. Là, je conclus un accord avec le propriétaire pour louer une chambre pendant la durée de mon séjour et je retournai à Fort-de-France pour la nuit.

Le lendemain, je me retrouvai avec mes bagages à Grand'Rivière. Le premier mouvement, les valises encore à la main, fut celui de la retraite, de l'échec assumé. Le retour à la ville ou à la maison me paraissait la solution idéale, la plus sage pour en finir avec le désarroi brutal qui m'envahissait sans limites. Ce bref mo-

ment d'effroi passé, je m'installai dans la chambre et descendis dans la salle du restaurant qui servait aussi de café au quartier. Je fis la connaissance d'un pêcheur, le premier, et je lui offris un verre ; nous nous dévisageâmes, curieux de nous deviner. Il m'était difficile de trouver un sujet de conversation, tant je le sentais à la fois inquiet et étonné, m'interrogeant silencieusement sur les buts de ma présence et sur mon comportement. Je lui demandai de me faire visiter le bourg et il me conduisit au « bord de mer ». Les canots revenaient de la pêche et la plage était pleine de monde, de bruits et de couleurs. Pour la seconde fois le même jour, le désarroi me saisit. Les gestes, les paroles, les mouvements apparaissaient comme indescritibles et insaisissables. Les cours théoriques reçus à l'université, les monographies volumineuses devenaient d'un coup inutiles, futiles, car il me semblait impossible de découvrir dans ce faisceau de relations mouvantes et enchevêtrées, un ordre, une trame intelligible.

Pêchant à la ligne près d'un bloc de rochers, un villageois attira mon attention. À l'écart du reste du groupe, il constituait par son isolement un repère stable, approchable. Nous liâmes conversation. Il me demanda qui j'étais, d'où je venais, ce que je faisais. Il me posa de nombreuses questions sur mon pays d'origine et ses problèmes. Je tentais de lui répondre et de lui expliquer mon intérêt pour la vie des pêcheurs de Grand'Rivière et leur histoire. Nous passâmes le reste de l'après-midi à nous informer mutuellement sur nos sociétés respectives. Le soir même, muni d'un calepin et sirotant le « petit punch », je m'initiai en sa compagnie à la classification locale des poissons, et tout changea. Les premiers jours de terrain devinrent un tourbillon qui m'immergeait sans réserve dans le rythme villageois : promenades répétées dans les rues du village, saluts échangés avec tous, premiers contacts et premières invitations. Un nouvel univers commençait à s'organiser, des liens d'amitié à se nouer, des noms à se lier aux visages. Je suivais fidèlement entrées et sorties des pêcheurs à qui je donnais des coups de main au moment de l'atterrage des canots. Les soirées se passaient au bistrot où les punchs facilitaient des échanges dans la fraternité qui naît du partage rituel de la boisson. La cueillette de mes données ne se limitait pas à la pêche. Dans la journée, en compagnie de quelques vieilles femmes, je m'initiais à la pharmacopée locale, aux recettes de cuisine, aux proverbes et aux chansons.

Il manquait cependant une approche plus « participante ». Accepté sans grandes difficultés dans le groupe de pêcheurs, je restais encore le « Canadien », petit étranger curieux, portant « bakoua ». Jusque-là les pêcheurs avaient souri ironiquement à des demandes répétées de partir en mer avec eux : « Tu ne seras pas capable d'affronter la mer ; tu vas être malade. » Mais, à force de requêtes, un pêcheur accepta de m'emmener en mer un dimanche. Ce n'était pas une vraie sortie, mais qu'importe ! Avant l'aube je me précipitai vers le petit port encore désert. Le soleil se levait lorsque l'équipage arriva et j'aidai aux préparatifs du départ. En mer, les brusques embardées du canot, les gifles des embruns et leur salinité déclenchèrent les résultats prévus : nausée et frissons incontrôlables que calmèrent petit à petit les rayons du soleil. Les malaises apaisés, je goûtai le suspense de la pêche au thon, rodéo maritime ponctué de la capture ou de la fuite des thons que signalaient les oiseaux marins. J'avais un rôle précis dans l'équipage : j'assommais à coups de « boutou » les thons ramenés à bord. Pendant un moment, on me confia une ligne. Ce qui n'était que mots dans le livre d'Hemingway, *le Vieil Homme et la mer*, devenait réalité. À mon retour à terre, portant fièrement le « calut » plein de thons, je sus au regard des pêcheurs que mon image et ma position avaient changé. Comme dans un rite d'initiation, j'avais commencé à acquérir un nouveau statut, après avoir enduré l'épreuve physique.

Comme tout bon marin-pêcheur, je reçus ma part de vente du poisson et nous fêtâmes longuement cette sortie.

Cette expérience facilita mon intégration qui fut complétée par ma quasi-adoption par une famille de pêcheurs que je visitais souvent, partageant quelquefois leur repas. Je préparais mes « frères » à leurs examens, tandis que l'une de mes « sœurs » m'aidait à recueillir des données sur la vie familiale et les emplois de temps. Les liens profonds d'affection qui se tissaient avec ma « famille » permirent de surmonter en partie les tensions inhérentes au terrain. Ma curiosité pour la communauté s'émoussait par moments et la qualité de mes données s'en ressentait : il me semblait ne plus rien voir de nouveau comme si j'avais épuisé ma capacité d'observation, de plus en plus soumis au rythme villageois, devenu mien. Avec la réception du courrier, lu jusqu'au dernier mot, me surprenait la nostalgie du pays, accompagnée d'un sentiment d'intense solitude. Le refoulement de certaines émotions : agressivité, mauvaise humeur, impatience, contrôlées pour pré-

senter un visage égal et amical à tous, créait une sorte de blocage, une véritable indifférence affective que brisaient les visites à Fort-de-France, ou je retrouvais avec soulagement l'anonymat que procure la ville. Le sevrage des relations habituelles, les tensions innées du terrain se dénouaient dans la lecture des journaux et de livres qui devenaient moments de délectation, échos assourdis d'un monde plus vaste et plus familier. Les quelques rencontres avec d'autres étudiants et les brèves visites du directeur de ma recherche constituaient les moments privilégiés d'un dialogue où l'exil assumé se rompait.

Ces périodes de « spleen » ne constituaient cependant qu'un retrait temporaire : à mesure que le temps passait, la sensation d'appartenir à la communauté se fortifiait. L'apprentissage du créole, la participation aux événements tristes ou joyeux de la vie des villageois déterminaient un nouveau champ de conscience où s'estompait le rôle de chercheur, devenu secondaire par rapport à l'itinéraire intérieur de l'intégration. Lorsque je quittai le village, je me sentais Riverain de cœur.

De retour à Montréal, les premiers jours furent difficiles tant le contraste était grand entre le rythme nonchalant du village et l'accélération de la grande ville. À ce changement de cadence s'ajoutait l'impression de vivre entre deux univers, comme projeté dans une dimension où se réapprenaient les gestes coutumiers.

Je continuai, pendant les deux ans qui me séparaient du second terrain, à correspondre avec mes amis villageois, me tenant au courant des événements survenus. *

Contrairement au premier séjour, orienté surtout vers l'acquisition d'une expérience et d'un premier essai de synthèse ethnographique, le second présentait deux caractéristiques nouvelles. Je ne partais pas seul, puisque mon épouse et ma fille m'accompagnaient : cette situation atténuait l'isolement mais restreignait par contre, en partie, ma liberté de mouvement. De plus, mon projet d'étude comportait un cadre théorique plus précis, issu de la lecture des ouvrages sur les Antilles

* Nous remercions le Conseil des arts du Canada, l'A.U.P.E.L.F. (Fonds international de coopération universitaire) dont les subventions ont permis la recherche sur le terrain. Nos remerciements vont aussi au Centre de recherches caraïbes et aux autorités municipales de Grand'Rivière dont l'accueil et l'aide nous ont grandement encouragé tout au long de notre séjour.

et de l'évaluation critique des données du premier terrain : il ne se limitait plus à la pêche mais englobait la plantation, l'agriculture vivrière et l'élevage.

Le retour au village se fit sans mal. Peu de choses avaient changé et les liens créés pendant mon premier terrain furent vite ravivés. Le travail d'observation s'effectuait de façon plus méthodique suivant un horaire serré afin de couvrir les multiples aspects de la vie économique. Pendant la journée, je participais aux opérations de la plantation de bananes, m'initiant aux arcanes de cette production, en compagnie des ouvriers et quelques fois du propriétaire de la plantation. J'assistais à la préparation des terrains et à la récolte des produits vivriers dans les collines sauvages dominées par les contreforts de la Pelée. L'après-midi était consacré à la pêche tandis que les soirées se passaient en entrevues et en discussions.

Très vite cependant, mon sujet de recherche préliminaire m'apparut trop limité : il me fallait tenir compte, de façon plus précise, des dimensions historiques, économiques et politiques de la dépendance du village et de l'île par rapport à la métropole. Aussi l'étude des structures sociales fut-elle complétée par le dépouillement des anciens registres de recensement et des procès-verbaux conservés à la mairie, ce qui permettrait de définir l'orientation des changements survenus à Grand'Rivière. À cette recherche s'ajouta celle que j'effectuais sur place aux Archives départementales, au bureau de la Conservation des hypothèques, à la Sécurité sociale et à l'Institut national des statistiques. Les souvenirs des vieillards et des érudits de la communauté dessinaient la trame vécue des bouleversements marqués par l'apogée et le déclin des plantations, par les remous profonds qui suivirent la départementalisation, phénomène social total. Le passé s'actualisait, devenait un cadre de référence essentiel à la compréhension des comportements, des motivations et des perceptions des individus.

Cet intérêt pour l'économie locale suscita des réactions dans le village. Pour certains, je n'étais qu'un fonctionnaire français, comme me le révéla en confidence l'un de mes « informateurs ». Le choix de l'image de l'administrateur comme projection n'était pas sans fondement. Comme le fonctionnaire, l'ethnologue pouvait questionner, pénétrer dans la vie des individus et je compris que mon acceptation, les données que je recueillais tenaient en partie à cette position de force apparente que je semblais, à leurs yeux, assumer. Mon statut se trouvait donc chargé d'une

signification sociopolitique qui dépassait la définition traditionnelle que se donnait l'anthropologue. Il dépendait des coordonnées sociales de la communauté qui déterminaient les limites d'une insertion possible.

Les difficultés inhérentes au terrain, qui exigeaient une mobilisation répétée des ressources personnelles, étaient cependant compensées par les liens de réciprocité et de partage qui s'étaient créés avec un groupe de Riverains. Nous nous offrions de petits cadeaux, de la nourriture, nous échangeions des visites, tissant à travers les actes quotidiens une amitié réelle et partagée où s'estompaient des distances culturelles devenues secondaires. Malgré les embûches, les problèmes et les tensions, la leçon profonde de l'expérience se dégageait : le métier d'anthropologue débouchait, par-delà la théorie, sur la connaissance effective de l'autre et du chercheur qui, à travers la découverte d'un village du bout du monde, se découvrait à lui-même dans ses limites et dans ses possibilités.

Les pages qui suivent sont le témoignage des changements profonds auxquels fait face le village. Elles sont dédiées à tous ceux qui m'ont aidé à en dégager les lignes de force, en me permettant de partager leur vie, leurs problèmes et leurs espoirs.

Un village du bout du monde.

Chapitre I

Espaces et rythmes du village

[Retour à la table des matières](#)

Dès les débuts de la colonisation au XVI^e siècle, les Antilles ont dépendu de façon étroite des décisions que prenaient les centres de pouvoir métropolitains. Ceux-ci modelèrent selon leurs propres intérêts l'organisation économique et sociale de ces îles, ce qui détermina une dynamique particulière de développement.

C'est principalement à travers la plantation, soubassement économique fondamental de ces îles, que s'est exercée l'emprise des métropoles. Unité d'exploitation axée sur la production de denrées tropicales agricoles exportées vers les marchés extérieurs, elle constitua une institution qui structura l'organisation sociale insulaire selon les lignes de force pratiquement semblables à travers toute la région. Elle influença le peuplement par le transfert des populations africaines qui formèrent la main d'œuvre servile nécessaire à la production et elle ordonna les différents groupes qui la composaient selon une stratification rigide basée sur la coïncidence des critères de race et de classe : une minorité blanche dominante d'origine européenne et une majorité noire s'opposaient, créant une bipolarisation socioraciale qui continue de marquer les relations interethniques.

Les effets de ce système agrosocial s'exercèrent aussi sur les structures communautaires qui ne pouvaient se développer au-delà du stade du voisinage. L'utili-

sation des terres les meilleures bloqua l'évolution de la petite paysannerie indépendante, reléguée dans les zones les moins fertiles.

Le système de plantation devait subir au cours du XIXe siècle une série de crises qui modifièrent partiellement les structures sociales jusqu'alors existantes. Les difficultés de vente du sucre, la concurrence de la betterave à sucre et l'introduction du capitalisme agricole amenèrent la chute, dans plusieurs îles, des habitations de type familial. Leur remplacement progressif par des exploitations anonymes issues de la fusion des plantations tombées en faillite s'accompagna de l'utilisation d'une technologie agricole modernisée qui assurait le maximum de rentabilité et de profit.

Ces changements économiques furent hâtés par l'émancipation des esclaves votée par les législatures métropolitaines, ce qui donna lieu à un mouvement de migration intérieure. Les anciens esclaves rejoignirent en effet les villages créés par les « marrons » ou s'efforcèrent d'établir des communautés dans les zones jusque-là en friche et les régions périphériques des plantations dont ils restèrent tributaires. À ces villages orientés vers la culture de produits vivriers et maraîchers s'ajoutèrent sur les côtes les établissements de pêcheurs. La naissance de cette paysannerie signifia le développement d'une organisation sociale différente de celle qui existait sur les plantations. La stratification sociale locale devint plus nuancée tandis que l'intégration communautaire et l'extension des réseaux sociaux et de coopération se cristallisèrent. La plantation, tout en continuant à assumer une fonction économique centrale, ne déterminait plus totalement les rapports sociaux.

À partir de la Deuxième Guerre mondiale, les transformations prirent une orientation différente. Alors que la plupart des Antilles anglaises obtenaient leur indépendance, ce qui entraînait une définition nouvelle des relations avec leur ancienne métropole, la France au contraire, resserrait ses liens avec ses possessions antillaises qui accédaient au statut de département, en 1946. En intégrant les îles dans un système économique, politique et administratif complexe, la départementalisation ne s'est pas simplement juxtaposée aux structures existantes, mais a constitué par rapport à la société paysanne et à la plantation une rupture profonde. Par ses effets, elle est devenue, en fait, le facteur dominant de la structuration

des rapports économiques et sociaux qui se sont radicalement transformés, et ce à tous les paliers.

L'infrastructure économique locale entrait en état de crise. Selon Lasserre (1972), l'augmentation trop rapide des salaires, des charges sociales et des frais d'exploitation, ainsi que la diminution de la valeur des denrées agricoles produites, créèrent une situation difficile dans les exploitations agricoles dont les superficies plantées régressèrent. Les cultures secondaires et vivrières diminuèrent d'année en année avec l'importation des produits alimentaires venus de France qui prirent la relève de l'alimentation locale. Dans les villages de pêcheurs, l'introduction des nouveaux éléments technologiques modifia les relations traditionnelles.

La réduction de la base agricole des îles se manifesta aussi par l'abandon des emplois agricoles. L'accession plus poussée à l'instruction, la référence à des modèles d'origine métropolitaine devenus normatifs et dont les finalités avaient peu de points communs avec les conditions locales, dévalorisaient les travaux de type traditionnel, qui représentaient en fait l'image inverse des aspirations que le contexte social global diffusait. La création des emplois nouveaux ne suivait pas le mouvement de population. Aussi l'émigration massive vers la métropole et les centres urbains devint l'un des moyens privilégiés d'accession à une promotion rapide mais limitée. Alors que le secteur tertiaire s'hypertrophiait, l'industrialisation locale stagnait et bloquait le développement d'une structure d'emploi suffisante pour intégrer la totalité des migrants condamnés au sous-prolétariat. Pour freiner l'exode rural et fixer la population agricole, de nouvelles solutions partielles furent proposées avec des essais de réforme foncière dont la viabilité économique reste encore à démontrer.

L'application d'un système de prestations sociales issu d'un pays industrialisé et plaqué sur une région présentant déjà une situation de sous-développement a contribué à accentuer l'état de dépendance de ces sociétés qui « sans activités productives [tendent] à devenir une population entretenue vivant d'expédients et de transferts sociaux » (Albertini, 1965, p. 20). Situation paradoxale, puisque ces îles après avoir été productrices de richesses pour les métropoles, profitent à leur tour des avantages que leur procure une société hautement industrialisée mais à laquelle elles ne peuvent participer que périphériquement.

Si les effets globaux de la départe mentalisation sont connus, il reste à en comprendre les conséquences au niveau des communautés et des régions qui s'adaptent de façon différente à ces changements, selon leurs particularités écologiques et leurs structures socioéconomiques. C'est ce à quoi s'attachera ce travail, à travers l'étude de Grand'Rivière, village caractérisé par la présence de plusieurs types de production : plantation, pêche, agriculture vivrière et élevage. Il s'agira de saisir comment les transformations successives qui ont affecté les structures économiques et sociales de cette communauté, surtout depuis la départementalisation, ont orienté son évolution et l'ont petit à petit dégagée de son isolement, plaçant ainsi le village dans de nouveaux rapports avec le reste de l'île et la métropole. En ce sens, l'articulation entre les niveaux local, insulaire et métropolitain est au coeur de la compréhension des structures sociales locales qui sont de plus en plus subordonnées à un ensemble complexe ...

Au-delà de la commune de Macouba, dans le nord est de la Martinique, la route départementale n° 10 traverse un paysage tropical d'une dense beauté où la luxuriance vert sombre de la végétation se conjugue au bleu de l'Atlantique que dominent de hautes falaises. La route devient très sinueuse et les pentes si escarpées que la voiture a de la peine à les gravir. De temps à autre des sections de route pavée qui, dit-on, datent du début de la colonisation, entrecoupent l'asphalte. Deux grands ponts métalliques d'une cinquantaine de mètres de hauteur enjambent la rivière Potiche qui marque la frontière du territoire communal. Graduellement la végétation s'estompe pour faire place à des champs de bananiers qui appartiennent à des plantations que traverse la route.

Grand'Rivière est annoncé par un groupe de maisons intégrées à la plantation Bellevue dont les terres surplombent le village. Du haut des « portes de l'enfer », passage dangereux au sommet d'un escarpement, le village apparaît dans l'embrasure que forment les collines et la mer. La route départementale et la rivière constituent les deux seuls axes importants qui brisent la compacité du village. L'habitat en effet est très concentré car les dimensions réduites de la plaine alluviale, environ un kilomètre carré, ont contraint les Riverains à bâtir les maisons très proches les unes des autres.

Les habitants distinguent cependant cinq quartiers; quatre se suivent au nord de la route d'est en ouest, le cinquième est situé au sud de la route. Le quartier Periollat où se trouve l'école communale, forme la première section. Il est relié au quartier du Vieux-Bourg ou « aut'bord » par un petit pont qui enjambe la Grand-Rivière.

Le Vieux-Bourg est limité au nord par l'anse Bagasse. De la falaise qui surplombe l'anse, tombe une cascade dans laquelle on versait les résidus de l'extraction de la canne à sucre ou bagasse, lorsque la distillerie de rhum de la plantation voisine était encore en exploitation. La plage, débarrassée des rochers qui l'encombraient, a été transformée en terrain de football. À l'est, des falaises dominent le quartier. Un chemin de terre escarpé conduit à la route départementale.

À l'ouest, la rivière sépare le Vieux-Bourg du quartier de la Lave qui, par ses dimensions, est le plus important du village. C'est là que sont situées la plupart des boutiques ainsi qu'une succursale de l'école et le bureau de poste. Une rue goudronnée nord-sud sépare la Lave du Bourg. Le Bourg contient la plupart des bâtiments publics : d'est en ouest, le long de la route se suivent une petite place, le cimetière, l'église et la mairie.. Ce quartier se prolonge jusqu'au bord de la mer. La plage ouest, où les gommiers accostent, forme une bande étroite de 50 mètres de long et 35 mètres de large, bordée de vieilles maisons et de petits entrepôts pour le matériel de pêche. Sur la plage, la plupart des embarcations, à terre, sont disposées sur deux ou trois rangs, l'avant pointant vers la mer. La plage est surplombée par la place du marché, dalle de ciment où s'effectue la vente du poisson. À l'extrémité ouest de la plage, près de l'anse Morne Rouge, sur un piton rocheux, un petit groupe de vieilles maisons porte le nom de Case-Maillart.

Au sud de la route, le quartier de Bellevue, composé en grande partie de maisons de pierre couvertes de tuiles rouges, grimpe sur les premiers contreforts des collines. Une partie du quartier est ceinturée sur quelques mètres d'un mur de pierre et l'on y accède par des escaliers. Face à l'église, une vieille école a été remplacée par une place goudronnée entourée d'une murette. Sur un petit plateau qui domine le quartier, la statue de la « Vierge des marins » est installée dans une niche en ciment. Chacun de ces quartiers comprend une ou plusieurs boutiques

dont certaines servent de débits de boisson. Les villageois y font leurs achats ou s'y réunissent le soir pour boire, discuter, jouer aux cartes ou aux dominos.

Le village compte plusieurs types de bâtiments. Les plus vieilles maisons du village sont en pierre de taille ou combinent bois et pierre. Quant aux logements récents, ils sont construits en ciment avec toit plat. Les logements d'une ou deux pièces constituent la grande majorité des bâtiments. Dans la plupart, la cuisine est extérieure ou inexistante et la préparation des repas se fait sur de petits réchauds à pétrole, mais l'utilisation du gaz butane s'étend. Certains détonnent cependant par leur modernisme et leur riche apparence : ils comprennent une cuisine intérieure avec réfrigérateur et cuisinière. L'installation sanitaire est limitée et des fontaines publiques disposées dans chacun des quartiers assurent l'approvisionnement en eau. Le kérosène sert encore à l'éclairage, car l'électricité n'est pas généralisée dans le village dont le rythme de vie est réglé sur celui du soleil.

La journée commence vers six heures et demie du matin, lorsque les pêcheurs partent en mer, après avoir transporté l'attirail de pêche et vérifié le moteur. Un peu plus tard, les ouvriers agricoles rejoignent les plantations bananières, à pied ou en autobus. À huit heures trente, les enfants se dirigent par petits groupes vers l'école, tandis que l'autobus et les taxis collectifs, qui font la navette entre la commune et Fort-de-France, appellent à coups de klaxon les clients vers les dernières places disponibles. Après leur départ, le village vit à un rythme ralenti, presque endormi. Les femmes lavent la vaisselle ou le linge près de la rivière, préparent le repas du midi, tandis que les vieillards et les hommes inactifs se réunissent dans les cafés pour jouer une partie de dominos ou réparer les filets de pêche déchirés. À partir de deux heures de l'après-midi, l'attention des villageois se centre sur la plage où les embarcations commencent à rentrer.

Une fois la barre traversée, les matelots s'approchent à la rame du rivage. À quelques mètres de la grève, ils se mettent à l'eau et poussent le canot jusqu'à terre. Quelques spectateurs viennent donner un coup de main et achever l'atterrissage du canot. Le poisson est alors débarqué dans des paniers d'osier et les marchandes de poisson ou mareyeuses concluent les prix d'achat en gros avec le patron ou le propriétaire de l'embarcation. Une petite partie du poisson est tranchée au coutelas et vendue immédiatement sur place aux villageois. Lorsque toutes les transactions

sont terminées, les matelots nettoient leur canot, lavent le moteur et transportent le matériel au domicile du patron, avant d'aller faire le plein d'essence à l'entrée du village et donner à manger aux cochons, enfermés dans des abris en bambou installés sur les bas-côtés de la route principale.

Dans la soirée, l'animation du village se distribue dans plusieurs endroits. Dans les « bistrots », les matelots à grand renfort de « punch », racontent leur journée de pêche, attentivement suivis par les ouvriers agricoles à la vie moins agitée. Les discussions à propos de la grosseur des poissons, les péripéties qui émaillent leur capture se confrontent dans un échange verbal qu'accompagnent des gestes convaincants. À d'autres tables, une partie de cartes silencieuse se déroule, entrecoupée du claquement des dominos que les joueurs voisins projettent violemment sur la table pour signifier la possession d'un jeton attendu.

À l'extérieur des cafés, des équipes de boulistes s'opposent dans un match amical pendant que dans la cour de l'école les volleyeurs s'entraînent en prévision d'un prochain tournoi. Sur les perrons des maisons, des groupes de voisins discutent tout en buvant des boissons gazeuses accompagnées de « pistaches ». Vers huit heures et demie, le dîner est pris en famille et, à neuf heures, les volets des maisons se ferment tandis que le silence tombe sur le village endormi.

Le rythme quotidien se transforme en fin de semaine. Les samedis soirs, dans la paillote voisine de l'hôtel restaurant principal, un orchestre venu d'une autre commune anime la danse avec des valses créoles, des biguines ou des airs importés de France et des États-Unis. Le dimanche, les activités de loisir répètent celles de la semaine. Les Riverains vont aussi visiter parents ou amis dans les communes voisines ou assister aux combats de coqs dans les « pitts » du Lorrain et d'ailleurs. De nombreux touristes métropolitains et étrangers viennent déguster dans les auberges les spécialités locales, fruits de mer, « blaf » et courts-bouillons.

Le cycle annuel des fêtes civiles et religieuses, conforme au calendrier français et catholique, est l'objet de festivités nombreuses qu'annoncent les affiches placardées sur les murs. Les manifestations durent généralement deux jours et suivent un même déroulement. Pour le quatorze juillet et la fête patronale du village au mois de novembre, une messe est célébrée à l'église, suivie d'un dépôt de

gerbes de fleurs au monument aux morts, sous la présidence du maire. L'après-midi, un concert de musique ou un concours de chant a lieu sur la place publique. Dans la soirée, les Riverains vont au bal, se réunissent dans les « bistrots », autour des tables de « serbi » et de roulette, ou vont prendre le « punch » dans les échoppes de bambou et de tissu construites provisoirement pour ces occasions. Les enfants s'amuse sur un manège de chevaux de bois dont les révolutions sont accompagnées du battement des tambours et d'instruments en bambou. La soirée se termine par une « laggia », lutte dansée entre hommes, que secondent les chants et le rythme du tambour. Le jour suivant est consacré à des compétitions pour les adultes et les enfants, où se succèdent les courses de canot à voile et à rame, les courses de « flots », surf local, et de natation. Les vainqueurs reçoivent des mains du maire des prix en argent de montants variables.

Au mois de mai, la fête des mères est l'objet d'attentions particulières. Dans la cour de l'école, des filles et des garçons prennent la parole pour faire le panégyrique de la condition maternelle ; des saynètes et des danses interprétées par les enfants précèdent la remise d'un cadeau aux mères.

La fête religieuse la plus importante, Noël, est précédée au mois de novembre par la Toussaint où l'on illumine le cimetière décoré de fleurs. Dans la nuit du 24 décembre, après la messe de minuit, vers deux heures du matin, la plupart des familles vont tuer un cochon près du bord de la rivière. Le sang recueilli est agité pour en retirer les caillots. Tandis que les femmes et les enfants préparent la sauce à boudin avec plusieurs épices et ingrédients, des hommes nettoient l'animal, le passent au feu pour détacher les derniers poils, puis le débitent en morceaux. Les intestins, lavés et vérifiés, sont remplis de sauce à boudin. Le tout est ensuite bouilli. Le lendemain, les gens se visitent de maison en maison « et le bourg n'est plus qu'un bouquet de chants, et l'on est bien à l'intérieur, et l'on en mange du bon, et l'on en boit du réjouissant et il y a du boudin, celui étroit de deux doigts qui s'enroule en volubile, celui large et trapu, le bénin à goût de serpolet, le violent à incandescence pimentée, et du café brûlant et de l'anis sucré et du punch au lait et le soleil liquide des rhums et toutes sortes de bonnes choses qui vous imposent autoritairement les muqueuses ou vous les distillent en ravissements, ou vous les tissent de fragrances, et l'on rit, et l'on chante, et les refrains fusent à perte de vue comme des cocotiers ... » (Césaire, 1939, p. 34).

En février, le mardi gras est l'occasion de danses, de réjouissances pendant lesquelles les villageois se travestissent. Le mercredi des cendres, une poupée de grandeur nature, « vaval », le symbole du carnaval, est brûlée au bord de la mer, tandis qu'une messe fictive est dite par un villageois déguisé en curé. Les « guiblesses », habillées de noir et de blanc, pleurent la mort du carnaval qu'exprime le refrain nostalgique « *Vaval, vaval ça ou fait ou ka quitté nous* ».

Si, en apparence, dans son rythme de vie, dans son espace, cette communauté semble encore un peu oubliée, extérieure au monde moderne, elle est en fait soumise à des bouleversements et à des chocs multiples qui modifient l'existence de ses habitants. Au sentiment d'isolement, à l'impression de vivre « au bout du monde » selon l'opinion souvent répétée des Riverains, se mêle une vague anxiété. Elle se manifeste par une perception diffuse encore, mais ressentie et exprimée, que les relations traditionnelles s'effacent pour faire place à des rapports nouveaux plus individualisés et peut-être plus tendus. Le village est en effet en voie de transformation profonde provoquée par la départementalisation. La communauté s'oriente vers un nouvel avenir, où les structures héritées du passé s'estompent.

Un village du bout du monde.

Chapitre II

Le passé

[Retour à la table des matières](#)

La Martinique, découverte par Christophe Colomb en 1502, lors de son quatrième voyage, fut rattachée à la France en 1635 lorsque Pierre Belain d'Esnamebuc en prit possession avec quelques colons au nom de la compagnie des Îles d'Amérique. Entre 1637 et 1658, la population indigène composée d'Indiens caraïbes fut partiellement éliminée, non sans avoir transmis aux colons certaines de ses connaissances techniques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche.

Parallèlement, la colonisation de l'île s'effectua grâce à l'immigration de colons libres et engagés venus de France. Ces derniers devaient fournir trois ans de travail au service de celui qui avait payé leurs frais de voyage, avant de pouvoir s'installer à leur compte et obtenir une concession de terrain personnelle. De 1635 à 1664, des propriétés furent attribuées aux arrivants. D'une superficie restreinte, entre 10 et 20 hectares, la plupart de ces concessions étaient situées près du bord de la mer mais au-delà de la zone littorale des « 50 pas géométriques » qui pouvait servir à la construction de fortifications. La main d'œuvre était fournie par les engagés et les esclaves amenés d'Afrique, en petit nombre au début.

Les techniques agricoles utilisées (écobuage) et la plupart des plantes cultivées (manioc, choux, patates douces) étaient empruntées aux Caraïbes. La culture de plantes commerciales, à laquelle s'ajoutait un secteur d'autosubsistance basé

sur les cultures vivrières, formait la base de l'économie insulaire. Le tabac, le gingembre et l'indigo étaient alors exportés vers la métropole.

Cette première forme d'exploitation du sol où coexistaient production commerciale et secteur d'autosubsistance céda la place, sans disparaître pourtant complètement, à la culture de la canne à sucre qui amena la révolution sucrière de la fin du XVIII^e siècle. Le cacao, le coton et le café se maintinrent et connurent même un certain essor dans les régions où les conditions climatiques et géographiques ne favorisaient pas la culture de la canne.

Bien que la canne à sucre fût déjà cultivée à petite échelle, son extension date de l'arrivée, aux Antilles françaises, de Hollandais chassés du nord du Brésil, vers 1658. Leur connaissance des procédés de raffinage et de moulage du sucre favorisa la création de moulins. Ces innovations, jointes à une demande croissante de sucre dans la métropole, entraînèrent le développement des « habitations » sucrières, dès 1664. La rentabilité des exploitations dépendait du volume de cannes traitées et, par conséquent, de la superficie des propriétés, contrairement à la polyculture qui favorisait jusqu'alors la petite exploitation. Aussi le régime de concessions de terres fut-il modifié et l'administration royale accorda des concessions beaucoup plus étendues pour favoriser le développement de la production. L'abondante main-d'œuvre qu'exigeait la canne à sucre et sa transformation fut assurée par l'arrivée des esclaves d'Afrique. Le commerce triangulaire permettait le transport des esclaves des côtes africaines jusqu'aux îles, avant le retour des bateaux de France, les cales chargées de sucre. Avec la mise en place des plantations, la stratification sociale se transforma pour donner naissance à une société bipolaire où le Code noir, édicté en 1685, réglementait les relations entre les maîtres blancs, propriétaires des habitations, et les esclaves noirs. Ce code donnait un semblant de garanties aux esclaves et imposait aux propriétaires des obligations sur le plan légal quant au traitement de leur main d'œuvre, tout en prenant par ailleurs des mesures pour limiter les unions entre les deux groupes raciaux et contrôler ainsi la montée d'une classe mulâtre.

À cette époque, la région de Grand'Rivière était répartie entre plusieurs concessions. Selon le terrier de 1671, dans le nord-est, zone attribuée à la compagnie de M. Desjardins, 46 propriétés couvraient 2 579 carrés, soit 60 hectares par

propriété (Revert, 1949, p. 254). Le relief accidenté, entrecoupé d'escarpements et de ravins, la densité de la végétation réduisaient la superficie des terrains propres à la culture de la canne. Les conditions climatiques particulières à la région (humidité très forte, pluie de 1,5 mètre à 2 mètres) se prêtaient par contre à l'essor du cacao ¹ qui fut introduit sur quelques habitations. Ces innovations dans les cultures n'éliminèrent pas les plantes de base utilisées lors de la colonisation.

Le XVIII^e siècle constitua l'apogée du système de plantation sucrière : le monopole du commerce instauré par la métropole, la montée des prix du sucre, assurèrent la prospérité des îles. Au début du XIX^e siècle, plusieurs événements vinrent ébranler la base économique des îles.

Le blocus continental imposé par Napoléon lors de sa guerre contre les Anglais limita, du même coup, l'importation du sucre des îles françaises. L'invention de l'extraction du sucre de betterave en 1812 vint aggraver la situation. Pour lutter contre la concurrence des sucreries de betterave, les planteurs tentèrent de moderniser leurs installations, mais ces mesures n'éliminèrent pas les difficultés pour autant. Dans un rapport sur la situation agricole en Martinique et en Guadeloupe, publié en 1841, l'industriel métropolitain Paul Daubrée

« estimait inutiles les tentatives partielles et timides de modernisation qui ne permettaient pas de résister à la sucrerie moderne de betterave. Il fallait lutter contre elle, en utilisant ses propres armes et construire de grosses « centrales » sucrières, d'où sa conclusion, il faut séparer l'agriculture de l'industrie et créer des « centrales » broyant les cannes de nombreux « adhérents », anciens habitants devenus simples agriculteurs et vendant leurs cannes à l'usine » (Lasserre, 1961, p. 389)

¹ Lasserre (1961) note à propos du développement du cacaoyer et du café à la Guadeloupe :

- a) « ... dans certaines régions de l'île, le relief et le climat s'opposèrent à la monoculture de la canne. Cacaoyères et caféières convenaient mieux à la mise en valeur des « estages » supérieurs ou des « coulées » humides ... » (p. 359).
- b) « (Les cacaoyers et les caféiers) ont au contraire leur zone de prédilection dans les terres humides et ombragées » (p. 364). Ces deux caractéristiques correspondent à celles que l'on trouve dans la région de Grand'Rivière.

À partir de 1860, des usines centrales financées par le Crédit foncier colonial concentrèrent la production de plusieurs habitations sucrières. Au cours des années 1880, cependant, plusieurs habitations qui s'étaient endettées tombèrent en faillite. Contrairement à ce qui se passa en Guadeloupe, où des sociétés anonymes métropolitaines se portèrent acquéreurs des plantations, les habitations en faillite furent rachetées par des Blancs créoles, avec l'aide des banques locales et par l'administration coloniale qui voulait faciliter la création de petites propriétés.

À ces crises sucrières, s'ajouta l'émancipation des esclaves en 1848 qui abandonnèrent le travail sur les plantations pour rejoindre les communautés déjà existantes des esclaves « marrons » ou créer de nouvelles communautés dans les zones non occupées (Horowitz, 1959). Devant la pénurie de main-d'œuvre, les planteurs firent appel à l'émigration des travailleurs étrangers des Indes et de Chine dès 1852.

La situation périphérique de Grand'Rivière empêcha la mainmise des usines sur les habitations sucrières. Comme ce fut le cas dans la plupart des zones marginales, l'usine à sucre céda la place à la distillerie du rhum « car beaucoup de propriétaires se trouvèrent trop éloignés des centres de manipulation pour y apporter leurs cannes avec profit. Ils ne purent bientôt continuer la fabrication du sucre mais il leur suffisait d'un matériel peu coûteux dont ils possédaient déjà, avec leurs moulins, un rouage essentiel, pour fabriquer du rhum en partant directement du jus de canne ou vesou ... » (Revert, 1949, p. 377).

De ce fait l'habitation familiale continua de dominer la région. À la fin du XIXe siècle, il existait quatre habitations. Le Malgré (qui devint plus tard Bellevue) et Fonds Moulin cultivaient la canne à sucre et produisaient du rhum. Malakoff et Moreau, par contre, étaient spécialisées dans la culture du cacao.

L'habitation de Grand'Rivière qui appartenait à la Colonie, se consacrait à la culture de l'indigo sous la direction d'un botaniste de renom, Thierry. Les petites propriétés continuaient de subsister entre ces plantations ou leur pourtour et s'adonnaient à la culture des arbres fruitiers (orangers, mandariniers) et des caçoyers. Les plantes vivrières (patates, choux, manioc transformé en farine et en *moussache*) s'ajoutaient à ces cultures commerciales. La révolution industrielle ne

D'après une carte levée en 1890, le bourg ne comptait que 70 bâtiments (cf. carte p. 36) répartis dans 3 quartiers : au nord, le Bourg, où les propriétaires des plantations possédaient des maisons et des entrepôts, au sud Bellevue, à l'est Vieux Bourg. Entre le Bourg et le Vieux Bourg s'étendait une savane qui faisait partie de l'habitation Grand'Rivière. Ce fut sur cette enclave libre que la population se déplaça au début du XXe siècle. Cette habitation était propriété domaniale et son morcellement devint le cheval de bataille du conseil municipal après l'érection de Grand'Rivière comme commune indépendante de Macouba, en 1888.

Les délibérations du conseil municipal font écho aux demandes qui se succédèrent alors. Dès 1891, le conseil municipal se plaignait que « le bourg de Grand'Rivière n'a aucune maison convenable à louer, que la population s'accroît de jour en jour et que les demeures ne suffisent plus à leur logement ² ». En 1895, des familles s'installent dans la Savane sans autorisation et le conseil note que « les constructions qui s'y sont élevées sont sans symétrie ». Un plan de concessions à distribuer à la population fut proposé par la municipalité à l'administration, mais celle-ci resta sourde aux demandes répétées du conseil municipal qui insiste pour que « la portion de terre située entre les deux sections du bourg et dépendant de l'habitation domaniale soit abandonnée à la commune. Vu la configuration du sol, il est très difficile de trouver des emplacements pour construire, de sorte que l'agrandissement du bourg se trouve paralysé ».. C'est vers 1910, soit plus de 20 ans ³ après les premières demandes, que l'habitation Grand'Rivière fut enfin morcelée. Cependant, ce morcellement ne profita pas aux Riverains, sauf en ce qui concerne la petite plaine alluviale qui fut divisée en lots. En effet, la plus grande partie de la propriété fut rachetée par les habitations de Bellevue et Malakoff, ce qui bloqua le développement de la petite propriété à Grand'Rivière. Les particuliers qui se portèrent acquéreurs de parcelles sur les hauteurs (surtout dans le quartier de Morne aux Gueules, situé au sud de Bellevue) revendirent la plupart de ces parcelles aux habitations avoisinantes car elles étaient peu rentables.

² Cette citation et les suivantes sont tirées des procès-verbaux du conseil municipal de Grand'Rivière, conservés en archives à la mairie de la commune.

³ On peut se demander pourquoi le morcellement prit tant d'années. Faut-il y voir seulement une lenteur considérable dans les processus administratifs, ou bien une pression de la part des propriétaires des habitations pour éviter la crise de la main-d'œuvre que risquait de susciter l'accès à la petite propriété ?

Le terrain de la plaine côtière fut par contre utilisé à la construction de maisons qui vinrent s'ériger, pour la plupart, autour des quartiers déjà existants. Parallèlement à cette installation, les Riverains reçurent l'autorisation de construire sur la zone de cinquante pas géométriques qui appartenait à l'État mais que des décrets signés en 1887 rendaient transférables à la population. La configuration du village, telle que nous la connaissons aujourd'hui, fut complétée en 1928. Comme la partie nord du village disparaissait sous les flots, le gouverneur de l'île, lors d'une visite à Grand'Rivière, conseilla au maire de faire l'achat d'un terrain d'un hectare situé à l'entrée du village. Le propriétaire de Bellevue, à qui appartenait ce terrain inutilisé, accepta de le vendre à la commune et cette zone devint le quartier Periollat actuel.

Carte 2. Le bourg de Grand'Rivière en 1890

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 1
*Répartition de la population du village entre 1894 et 1968**

[Retour à la table des matières](#)

Année	Population rurale	Population agglomérée	% pop. rurale	% pop. agglomérée
1894	838	372	69,5	30,5
1901	833	338	71,1	28,9
1910	824	271	75,2	26,8
1931	177	969	15,5	86,5
1961	97	1 386	6,9	93J
1968	68	1 493	4,3	95,7

*Ces chiffres ont été établis à partir des recensements conservés à la mairie de Grand'Rivière. Pour 1961 et 1968, les chiffres proviennent des recensements officiels.

Au fur et à mesure du développement du village, la population dispersée diminua graduellement pour faire place à une population agglomérée (tableau 1). Ce regroupement s'accompagna d'une transformation de la structure d'emploi. À partir des divers recensements, on décèle en effet, de 1894 à 1931, une diminution du pourcentage des ouvriers agricoles et une augmentation de celui des marins-pêcheurs. La réorientation vers la pêche représentait en effet un des seuls débouchés possibles qui assurait une indépendance relative par rapport au travail sur les plantations. À cause des conditions météorologiques et maritimes, la pêche ne pouvait s'effectuer qu'entre mars et juillet, ce qui obligeait les pêcheurs à compléter leurs revenus, comme les ouvriers agricoles, par l'élevage du bétail et la culture des plantes vivrières, qui servaient à la consommation intérieure des maisons.

Parallèlement au regroupement communautaire, le conseil municipal tenta de développer le réseau de communication. Le bourg, en effet, n'était relié aux communes avoisinantes que par voie de mer et c'est surtout par bateau que les produits

étaient transportés jusqu'à Fort-de-France, car les routes, très peu carrossables, ne permettaient pas un trafic intense. L'absence de pont sur la rivière Potiche et sur la Grand'Rivière isolait complètement le village au moment des crues. Aussi les habitations possédaient-elles des dépôts sur le bord de la mer, à partir desquels des pirogues transportaient le cacao et le sucre. Les fûts de rhum étaient jetés à la mer et poussés par des nageurs jusqu'aux bateaux qui attendaient au large cargaison et passagers. Les pêcheurs vendaient le poisson dans les autres communes, et des marchandes se déplaçaient à pied, par un chemin, aujourd'hui disparu, qui longeait le littoral jusqu'à Macouba.

Carte 3. Le village de Grand'Rivière en 1971

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'en 1937, le bourg était relié à Fort-de-France par un service hebdomadaire de bateau : « Le *gouverneur Mouttet* effectue son voyage chaque vendredi. Il laisse Fort-de-France à 6 heures, fait escale à Saint-Pierre puis au Prêcheur et jette l'ancre à Grand'Rivière à 8 heures 30. Il y stationne pendant trois heures » (*Annuaire de la Martinique*, 1936, p. 431).

Le transport par route était, par contre, soumis à de nombreuses limitations. En 1930, le conseil municipal rappelle « les difficultés qu'on éprouve, en particulier, lorsqu'il s'agit de porter quelqu'un à l'hospice par la voie terrestre, la mer étant presque toujours démontée ». Le maire demanda à ses collègues « afin de faciliter l'arrivée d'un autobus à Grand'Rivière de voter une subvention à un entrepreneur qui voudrait bien assurer ce service ». En 1932, cette question est de nouveau soulevée en termes violents par le maire : « J'ai à plusieurs reprises attiré l'attention de l'administration sur les nécessités de subventionner une voiture pour assurer la liaison par terre de notre commune au reste de l'île. Jamais nous n'avons obtenu satisfaction et nous pouvons affirmer que les services publics ne s'occupent pas de nous. Nous sommes les héritiers de la colonie, on nous traite en bâtards ou en étrangers. J'aurais été heureux de voir notre geste compris de l'administration et la décider enfin à faire prolonger la ligne Saint-Pierre-Macouba jusqu'à Grand'Rivière. » En 1937, la situation a empiré car ni le bateau ni l'autobus ne desservent la localité. En conséquence, le conseil municipal demanda, sans succès, au gouverneur de prolonger jusqu'à Grand'Rivière le service postal qui s'arrêtait à Basse-Pointe. C'est seulement en 1940 que la route fut partiellement améliorée par la construction d'un pont sur la Grand'Rivière.

Ces conditions se maintinrent pratiquement inchangées jusqu'en 1946, quand la Martinique obtint le statut de département français. Le transport routier s'améliora alors effectivement mais il fallut attendre jusqu'en 1963 pour que le village soit relié aux autres communes de façon permanente : des ponts métalliques furent alors construits sur la rivière Potiche et, depuis, le nombre des autobus et des taxis qui font quotidiennement le trajet jusqu'à Fort-de-France s'est accru, assurant une jonction définitive entre le village et le reste de l'île.

Avec l'intégration plus complète de l'économie martiniquaise dans le circuit métropolitain, lors de la départementalisation, la base économique de Grand'Rivière se transforma de nouveau. La diversification des cultures d'exportation amena la disparition de la canne à sucre et son remplacement progressif par la culture bananière. Ainsi les plantations de Bellevue et Fonds Moulin abandonnèrent complètement la production du rhum en 1958 pour se consacrer totalement à la culture bananière. Ce remplacement fut accéléré par l'accroissement de la deman-

de sur les marchés extérieurs. Par contre, les habitations Malakoff et Moreau cessèrent complètement la culture du cacao en 1954. La fermeture de ces plantations peut s'expliquer par la diminution de la valeur de ce produit, l'augmentation des frais d'exploitation causée par la départementalisation ainsi que la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre. Malakoff subsista quelques années en se spécialisant dans l'exploitation des bois précieux et le débitage des planches pour la construction. Vers 1957, la coupe du bois cessa en raison de la concurrence des bois et des meubles faits en grande série que la métropole importait.

L'afflux des produits alimentaires de France et l'accroissement des rentrées monétaires consécutifs aux transferts sociaux provoquèrent le déclin rapide de la production vivrière, incapable de supporter la concurrence. Ce mouvement avait été amorcé le lendemain même de la Deuxième Guerre mondiale : « La raison de ce recul doit être cherchée dans la consommation accrue des denrées importées et la transformation concomitante de l'alimentation populaire ... Dès la libération des Antilles, on importa des produits alimentaires en grosses quantités et le prix des « légumes pays » s'effondra » (Revert, 1949, p. 318-319).

À Grand'Rivière la production vivrière diminua et toutes les petites propriétés cessèrent leurs activités, bien qu'un secteur réduit d'autosubsistance se maintienne encore. L'effondrement de l'économie locale s'est accompagné d'une diminution de la population active engagée dans le travail agricole et la pêche, tandis que le secteur des services augmentait. Le mouvement important du secteur primaire vers le secteur tertiaire se conjugue à une émigration de plus en plus forte. Ceci pourrait entraîner dans l'avenir une réduction encore plus sensible des activités productives et même des services, à mesure que l'on assiste au vieillissement progressif d'une population qui tendra à vivre de subsides venus de l'extérieur.

Aujourd'hui, la région de Grand'Rivière est en pleine décadence du point de vue agricole. Jusqu'au début du XXe siècle les plantations de type familial avaient réussi à intégrer les multiples chocs qui résultaient de la révolution industrielle, à cause de sa position marginale. La départementalisation au contraire, par le resserrement des liens Métropole-Martinique, a amené des déséquilibres beaucoup plus profonds qui ont affecté la base économique locale, supprimant ou réduisant les activités de production sans que de nouveaux secteurs aient été développés à la

place. Les prochains chapitres s'attacheront à définir de façon plus précise les conséquences de ces politiques sur l'organisation économique et sociale du village.

Un village du bout du monde.

Chapitre III

La plantation

[Retour à la table des matières](#)

Dans la région de Grand'Rivière, on l'a vu, les plantations de type familial se sont maintenues jusqu'à la départementalisation, date à partir de laquelle on assiste à leur effacement progressif. Seule l'habitation Bellevue a survécu à ce déclin. L'analyse de son évolution historique et de son organisation actuelle permettra de saisir le jeu des multiples contraintes qui, aujourd'hui, remettent en cause son existence.

Les premiers documents sur la plantation datent du début du XIX^e siècle. Elle appartenait alors au sieur Jacques Brière et à son épouse dont les biens furent partagés en 1827. La propriété nommée « le Malgré » fut divisée entre six héritiers, deux hommes et quatre femmes, dont les relations de parenté n'ont pu être établies. Parmi ces héritiers, Mme de Courcy reçut les deux tiers dans le partage et les autres, le tiers restant. De 1827 à 1840 de nombreuses ventes de parts eurent lieu au profit de M. et Mme de Courcy, fils et bru de la précédente, qui devinrent propriétaires de la totalité de l'habitation.

Au cours des années qui suivirent la création des usines en Martinique, plusieurs propriétaires furent ruinés, dont ceux du Malgré. En 1870, M. Poher de Courcy divisa la propriété en deux parties qu'il vendit respectivement pour

220.000 francs chacune. En 1876, M. de Monguy vendit à M. de Chazaud, pour 110.000 francs, la moitié lui appartenant. Le nouveau propriétaire la revendit en 1883 aux commerçants C. & E. Aries, domiciliés à Saint-Pierre et propriétaires de plusieurs habitations. En 1898, par un jugement rendu au tribunal de Saint-Pierre la propriété fut adjugée au sénateur Knight, un mulâtre, et à Richard Salomon, entrepreneur au Lorrain (commune voisine de Grand'Rivière), dans la proportion de moitié à chacun de ces deux acheteurs pour la somme globale de 300.000 francs. Quelques années plus tard, en 1900, M. Salomon céda sa part au sénateur. De 1900 à 1912, la superficie de l'habitation, devenue Bellevue, doubla et passa de 136 hectares à 285 hectares grâce à l'intégration d'une partie de l'habitation Grand'Rivière et de parcelles qui totalisaient 55 hectares. Ces parcelles furent rachetées à des particuliers de Grand'Rivière devenus propriétaires à la suite du morcellement de l'habitation Grand'Rivière. À la mort du sénateur Knight, en 1916, ses deux filles héritèrent chacune de la moitié de l'habitation. En 1927, l'une d'elles céda sa part à sa sœur qui, en 1928, vendait en totalité la propriété à M. M. L., un Blanc créole originaire de la commune du François, pour la somme de 2 millions. Celle-ci appartient actuellement à M. N. L. qui prit la relève de son frère décédé (tableau 2). À chaque mutation de la propriété correspond pratiquement un changement dans les cultures.

Les fluctuations dans les cultures reflètent les contraintes issues du marché métropolitain. À la culture de la canne à sucre, s'ajoutaient vers la fin du XIX^e siècle, le café, le cacao, la patate et le manioc. Les superficies cultivées étaient très restreintes et couvraient en tout, selon les procès-verbaux de l'époque, 13 hectares soit à peine 10% de la superficie totale qui était de 137 hectares ⁴. Vers 1900, le cacao avait doublé par rapport à 1883 mais la canne à sucre continuait d'être la culture dominante. Vers 1928, le cacao disparut complètement et de nouvelles cultures secondaires (maïs, pois, haricots et bananes) furent introduites. À partir de 1930, l'habitation s'intéressa au bananier et diminua progressivement la culture de la canne à sucre. Parallèlement à ces modifications dans les cultures principales, les cultures secondaires furent remplacées par les avocats et les citrons, en demande sur le marché local et métropolitain.

⁴ En 1883, six hectares étaient cultivés en canne à sucre, quatre en cacao, deux en patates et un en café.

Tableau 2
Transmission de la propriété *Bellevue*

[Retour à la table des matières](#)

Cette évolution agricole s'accompagna de transformations d'ordre technique. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la plantation dépendait de la traction animale et humaine dans l'accomplissement des opérations agricoles. L'élevage des bêtes de somme (bœufs, mulets, juments) était pratiqué sur une échelle restreinte. La distillerie qui demandait un équipement industriel important pour la production du rhum disparut vers 1958 tandis que le matériel agricole se complexifiait avec l'introduction des tracteurs, des bulldozers, des rotavators et des coutelasseuses indispensables aux opérations bananières.

Tout au long de cette histoire, la population qui habitait sur la propriété varia. Selon le recensement de 1894, 101 personnes vivaient à Bellevue où étaient situés des magasins et des débits de boisson. Les ouvriers entretenaient, avec le propriétaire, un type de rapport aujourd'hui disparu, celui du colonage où l'ouvrier versait la moitié ou le tiers de la production qu'il obtenait de la culture de plantes vivrières sur les terres appartenant au patron. La main-d'œuvre localisée sur la plantation en 1901 s'était accrue par rapport à 1894, pour atteindre 219 personnes avec l'acquisition d'une partie de l'habitation Grand'Rivière sur laquelle étaient situés des quartiers d'habitation. Cette augmentation ne devait cependant pas se maintenir avec les mouvements de population et de migration des résidents de l'habitation qui se déplacèrent petit à petit vers le village. Leur nombre diminua progressivement depuis lors et en 1971, 68 personnes seulement habitaient encore sur la plantation.

Les mutations qui marquèrent l'histoire de Bellevue font donc ressortir un double mouvement : éclatement entre différents propriétaires, apparentés ou non, suivi d'un regroupement effectué par une seule personne, soit par achat, rachat de parts ou héritage. La plantation réussit cependant à conserver son caractère d'habitation familiale que sa position périphérique lui assurait.

Tableau 3
Évolution agricole de Bellevue

[Retour à la table des matières](#)

Période	XVIIe	1827-1870	1870-1927	1930-1959	1959-1970
Cultures principales	canne ?	canne à sucre cacao	canne à sucre	canne à sucre	banane
Cultures secondaires	tabac ? gingembre ? manioc	Cacao café patate manioc		Banane patate maïs pois haricot	Avocat citron
Élevage	?	Mulets bœufs juments	Bœufs mulets chevaux	Moutons bœufs mulets	
Produits de transformation	Indigo sucre	Sucre rhum manioc	Rhum manioc	rhum	

Située de part et d'autre de la route départementale 10, l'habitation Bellevue a, de nos jours, la forme d'un triangle d'une superficie de 285 hectares. Orientée nord-sud, elle est bornée au sud par les contreforts de la montagne Pelée, au nord par la mer, à l'est par une habitation et à l'ouest par le village de Grand'Rivière qu'elle domine. Elle est divisée dans l'axe nord-sud par un chemin communal qui mène à l'habitation abandonnée de Charmiette et à l'ancien quartier de Morne aux Gueules, habité jusqu'à la moitié du XXe siècle par des Riverains. Le « foyer », zone habitée située près de la route départementale, a gardé les caractères de l'habitation traditionnelle. Sur une terrasse entourée d'un jardin trois pavillons servent de maison d'accueil, de bureaux et de domicile au propriétaire. Une cuisine, un garage et une piscine les complètent. En contrebas, six petites maisons de bois logent des ouvriers, l'économe et un commandeur. La terrasse surplombe une

maison où habite le gérant, les hangars qui abritent le garage, l'atelier de mécanique et le parc à tracteurs. Les ailes du centre de manutention des bananes servent d'entrepôt pour les engrais, insecticides et boîtes de carton, et de bureau à l'économe. Au nord de la route, deux longs bâtiments divisés en logements de deux pièces abritent les quelques ouvriers « casés » qui travaillent sur l'habitation et les anciens travailleurs aujourd'hui retraités.

Les conditions géographiques particulières à Bellevue l'ont condamnée à un développement restreint. En effet, la plus grande partie de l'habitation est composée de bois et de taillis ; des escarpements de terrain limitent la superficie effectivement utilisable pour la culture qui ne couvre que 58 hectares environ, soit 1/5 de la surface totale. La différence d'altitude entre les parties les plus hautes et les plus basses atteint environ 250 mètres, ce qui entraîne une durée de maturation plus longue de trois mois pour les bananiers situés en hauteur. Les coups de vent et les cyclones, qui peuvent provoquer la chute des bananiers dans des pièces entières surtout dans les zones d'altitude, ne sont pas rares entre juillet et décembre. Les sols, d'origine volcanique, possèdent une teneur forte en matière organique mais variable suivant les pièces. Le phosphore assimilable est élevé et le sol, acide. Les teneurs en calcium, en potassium et magnésium sont très faibles, ce qui exige une fumure adaptée.

Bellevue est essentiellement axée sur la culture des bananiers qui couvrent une superficie de 55 hectares. On compte environ 127.000 bananiers, soit 2.000 par hectare. Deux types de bananes sont cultivés : les variétés Poyo et grande Naine qui se distinguent par la courbure des fruits et leur longueur. La propriété est divisée en 34 parcelles ou pièces dont la superficie moyenne est d'environ 2 hectares. Elles portent chacune un nom et sont entourées pour la plupart de lisières d'acacias pour les protéger du vent. Unités de culture, les pièces permettent de distinguer les différentes parties de l'exploitation et de faciliter ainsi le contrôle des opérations agricoles, étant donné que les bananiers ne se trouvent pas tous au même stade dans le cycle de maturation. Les citronniers et avocatiers n'occupent qu'une place minime, 2 hectares et demi.

Carte 4.
Bâtiments principaux de l'habitation Bellevue

[Retour à la table des matières](#)

Carte 5.
La plantation Bellevue (répartition des pièces)

[Retour à la table des matières](#)

Les opérations sont effectuées pour la plupart au moyen d'outils simples qui n'exigent, pour leur utilisation, que la force physique : le coutelas, que les ouvriers apportent avec eux, la louchette, barre de fer terminée en biseau, la houe, les boîtes en fer blanc pour l'épandage des engrais, et des couteaux à dépatter les bananes. La mécanisation est très peu développée, car la culture du bananier demande des soins particuliers et spécifiques auxquels il est très difficile d'adapter des machines. Elles ne sont employées qu'à certaines étapes du cycle de production ⁵. L'habitation possède à cet effet quatre gros et deux petits tracteurs, deux herse, deux sillonneuses et deux rotavators. Une jeep sert à la tournée dans les pièces et les transports se font au moyen de chariots tirés par les tracteurs. À ces machines, propriété de l'habitation, s'ajoute la location d'un avion pour les traitements insecticides aériens.

Le conditionnement des bananes nécessite des bacs métalliques alimentés en eau pour le lavage, une plateforme en bois munie d'un carrousel où sont pendus des régimes, des seaux et des tables en bois, ainsi qu'une agrafeuse pour les boîtes de carton. Cet outillage est complété par les différents produits nécessaires à la culture et à la mise en boîtes des bananes détruits au cours du processus de production et de ce fait renouvelés au fur et à mesure de leur utilisation ⁶.

La culture bananière demande une série d'opérations complémentaires qui vont de la plantation à la mise en boîtes et dont la séquence est la suivante :

après trois ou quatre récoltes, les bananiers ne donnent plus qu'un rendement médiocre. Ils sont alors tronçonnés et les souches arrachées et stockées. La pièce recouverte des herbes, des déchets de la récolte précédente, est travaillée à la herse, puis au rotavator ⁷. Le hersage complété, la charrue, tirée par un tracteur, trace des sillons qui suivent les courbes de ni-

⁵ Labourage, sillonnage, hersage, coutelassage, traitements insecticides et transports.

⁶ Ce sont les engrais chimiques, les insecticides, le tissu de polyéthylène, la ficelle, les agrafes et les boîtes de carton.

⁷ Le rotavator permet le malaxage de la terre.

veau du terrain afin d'empêcher qu'en temps de pluie les eaux ne stagnent ⁸.

Une fois le terrain sillonné, des équipes d'ouvriers munis de houes creusent des trous qui recevront les plants. Ceux-ci proviennent de la pièce elle-même ou d'une autre. Les plants utilisés sont de deux types principaux :

- Les plants souches qui proviennent des bananiers ⁹. Une fois placés dans les trous, ils sont recouverts de terre.

- Les plants baïonnettes sont les rejets d'un bananier adulte qui a donné ou non un régime ¹⁰.

Après la plantation, des ouvriers creusent à la houe des petits canaux ou « saignées » qui partent des bananiers et viennent se jeter au centre de la piste centrale qui traverse la pièce afin d'éviter que l'eau ne stagne, en cas de pluie.

Le bananier, issu d'une souche, au début de la pousse, peut donner plusieurs rejets qu'il faut éliminer pour n'en garder qu'un seul ¹¹. Pour l'œilletonnage, l'ouvrier emploie une louchette et sépare les rejets inutilisés de la souche. Si le plant ne donne pas de rejet, on pratique le recourage qui consiste à remplacer le plant infécond par un autre possédant un rejet assez grand ou par un plant baïonnette ¹². Entre deux et trois mois, le bananier est renforcé à sa base par un monticule de terre afin qu'il ne tombe pas en

⁸ La distance entre les sillons suit un modèle bien défini : 2 sillons (ou petits rangs) sont distancés d'un mètre 60 et 2 sillons (ou grands rangs) de 3 mètres 60. Cette disposition récemment introduite (auparavant les rangs étaient à une distance de 2 mètres) permet le passage d'un tracteur entre les rangs, mais elle a réduit le nombre de bananiers par hectare et l'a fait passer de 2 500 à 2 000 plants par hectare.

⁹ Les bulbes ou « yeux » au-dessus de la couronne et qui peuvent donner des rejets résistants sont placés dans le sillon de telle sorte que les générations successives ne détériorent pas les grands rangs.

¹⁰ Le rejet est séparé de la « mère » et replanté sur une autre pièce lorsqu'il atteint 1 mètre à 1,30 mètre de haut.

¹¹ Le choix du rejeton dépend de sa vigueur et de sa hauteur qui doit être approximativement la même que ses voisins en vue d'une homogénéité dans la pièce, homogénéité qui permet d'obtenir les régimes à peu près dans le même temps.

¹² Le choix du rejet et le recourage se font environ un mois après le début de la pousse.

cas de pluie. Auparavant, ce travail était effectué à la houe, mais depuis quelques années, on emploie la herse et le tracteur qui passent dans les grands rangs et rejettent la terre autour des bananiers.

Lorsque le régime se développe commencent le marquage et le comptage, qui ont pour but de marquer les bananiers porteurs de régimes avec de la peinture, de les compter afin de pouvoir faire les prévisions de fret et de déterminer le moment où les régimes seront prêts à être coupés.

Une fois le régime assez mûr, les ouvriers enlèvent les deux dernières pat-tes du régime afin de permettre un meilleur développement des autres bananes. En même temps, à l'aide d'un couteau attaché à une gaulette, les ouvriers coupent ou dégagent les feuilles sèches porteuses de parasites qui peuvent toucher le régime.

Le régime est alors enrobé d'un morceau de polyéthylène bleu qui empêche le grattage des bananes par les feuilles restantes et les brûlures dues au soleil.

À mesure que le régime pousse et que le bananier s'alourdit, les risques de chute s'accroissent surtout en saison de pluie lorsque la terre est détrem-pée, ou si des vents violents soufflent. Pour éviter cette éventualité, les bananiers sont soutenus par des tuteurs en bambou ou attachés les uns aux autres par de la ficelle de nylon. Tout au long de la pousse du bananier, le désherbage, les insecticides et les amendements protègent les bananiers contre les fléaux naturels qui les menacent et fournissent à la terre un ap-point en matières chimiques nécessaires à une pousse optimale.

L'élimination des plantes parasites se fait manuellement, à l'aide du coute-las, à la coutelasseuse ou avec des produits chimiques ¹³ qui sont vaporis-és dans les rangs à l'atomiseur porté sur le dos par un ouvrier. L'opération est recommencée tous les trois mois environ.

Pour lutter contre les ennemis naturels ¹⁴ du bananier, celui-ci est soumis à toute une série de traitements. Avant la plantation et quelques jours après, les plants sont trempés dans des produits chimique ¹⁵ pour tuer les oeufs du charançon. On passe ensuite au traitement nématicide. Le néma-gon est introduit dans les racines au moyen de seringues que l'on pique au-

¹³ Le Jesapax et le gramoxon.

¹⁴ Les nématodes qui s'attaquent aux racines et aux bulbes, les charançons qui se logent dans le tronc du bananier et s'en nourrissent, la rouille ou thrips qui pi-que la pulpe de la banane et enfin le cercospora, champignon parasitaire, cons-tituent les principaux agents destructeurs du bananier.

¹⁵ Le HCH et l'exhaforon.

tour de la base, à raison de six piqûres par pied. Ce traitement présente cependant des inconvénients, car il est difficile de vérifier s'il a été bien fait (les seringues se bouchent ou se cassent). Les traitements au némagon et à l'exhaforon sont renouvelés après six mois. La lutte contre le cercospora se fait principalement par pulvérisation aérienne d'un mélange d'huile, d'eau de zinc et de manganèse, à raison de 22 à 24 passages par an ¹⁶.

Afin d'améliorer la teneur chimique des sols, plusieurs engrais chimiques comme le sel d'ammoniaque, une combinaison de potasse, d'azote et de phosphate, dans des proportions variables en fonction des sols, sont utilisés tout au long du cycle de développement du bananier ¹⁷.

Un chariot traîné par un tracteur transporte les sacs d'engrais. La quantité nécessaire est mesurée dans une boîte de conserve et l'engrais est jeté à la volée dans les rangs autour des bananiers. Cependant, la régularité des fumures laisse quelquefois à désirer, bien qu'elle reste une préoccupation majeure pour le propriétaire. Une fois le régime arrivé à maturité, environ trois mois après la date de son apparition, on passe à l'opération de la coupe.

Une équipe d'ouvriers passe dans les rangs et les coupeurs tranchent au coutelas le porteur qui soutient le régime. Le rachis est ensuite coupé. Le régime est passé à un transporteur qui le porte sur l'épaule ou sur la tête jusqu'au chariot tiré par un tracteur qui se trouve sur la piste. Les régimes sont alors installés avec précaution dans le chariot, sur des matelas de polyéthylène, pour éviter les écorchures et les taches qui les déprécieraient. Le chariot est ensuite amené au hangar où commencent les opérations finales. Le hangar comprend à l'entrée une plate-forme de bois qui soutient un carrousel de fer où sont suspendues des cordes terminées par un nœud coulant. Les chariots transportant les régimes se placent près de

¹⁶ Pendant l'hivernage, à cause de l'humidité prévalente qui favorise le cercospora, l'épandage est réalisé tous les dix jours, tandis que pendant le carême, la fréquence est moindre, tous les 22 jours environ. Les lisières d'acacias qui entourent certaines des pièces empêchent une réussite complète des passages aériens. Pour achever l'élimination du cercospora, le traitement aérien est alors complété par une vaporisation de fongicides à l'atomiseur.

¹⁷ Huit jours après la plantation, on sème 100 grammes de sel d'ammoniaque par bananier. Après trois semaines, chaque bananier reçoit 100 grammes d'engrais composé (13-13-20 ou 16-10-20). À partir du second mois, du 13-13-20, du 12-6-20 ou du 15-12-24 et du 12-8-24, sont épandus à raison de 200 grammes par bananier jusqu'à maturité tous les mois.

la plate-forme. Les régimes sont débarqués et pendus par la tige centrale aux cordes, à hauteur des ouvriers qui les épistillent ¹⁸.

Les bouquets de bananes sont alors détachés de la tige centrale au couteau et trempés dans un premier bac en tôle de forme trapézoïdale, alimenté en eau par des robinets.

Les ouvrières les lavent, retirent au couteau les fruits présentant des anomalies, déjà trop murs ou écorchés, puis les mettent dans un second bac de même forme, divisé en trois sections qui reçoit les bananes selon les catégories introduites par la préfecture en 1970, pour promouvoir l'homogénéisation des exportations ¹⁹.

Les bananes sont ensuite plongées dans des baquets en plastique contenant des produits ²⁰ qui cicatrisent les blessures des bananes, avant qu'elles ne soient placées pour l'égouttage sur des tables situées à côté des emballeurs. Ceux-ci mettent les bouquets de bananes, en fonction des normes, dans des boîtes de carton posées sur des petites tables en bois. Les boîtes sont ensuite fermées par une seconde boîte portant la marque du propriétaire et la catégorie des bananes. Les caisses sont alors transportées jusqu'à un tapis en lattes de bois et glissent sur un toboggan de métal jusqu'au camion, où elles sont chargées pour être transportées ensuite à Fort-de-France.

La production des avocats et des citrons ²¹ s'apparente à celle de la banane, mais la coupe et la mise en boîte sont plus simples.

À part les opérations agricoles, certains travaux connexes sont effectués sur la plantation, comme la réparation des engins mécaniques, l'entretien des traces et du canal d'adduction d'eau qui est souvent bouché par des petits glissements de terrains, surtout en période de pluie ²².

¹⁸ L'épistillage consiste à enlever, à la main, les pistils noirs situés au bout des bananes.

¹⁹ Les catégories sont les suivantes : la catégorie extra comprend les fruits de qualité supérieure, ne présentant aucun défaut et qui mesurent 17 cm et plus de longueur ; leur diamètre doit se situer entre 34 et 37 mm. La catégorie 1 groupe les bananes d'au moins 15 cm de long et entre 32 et 33 mm de diamètre. Quant aux bananes de la catégorie 2, elles doivent avoir au moins 13 cm de long et entre 29 et 31 mm de diamètre.

²⁰ Comme le TBZ (thiabendazole).

²¹ En 1970, 14 tonnes d'avocats et 5 tonnes de citrons ont été produites.

²² Le transport de l'engrais, l'agrafage des boîtes de carton, la récupération de la ficelle et du polyéthylène, le jardinage, le nettoyage des bâtiments constituent

Le cycle de production de la banane comprend donc une série d'étapes complexes qui exigent une main d'œuvre abondante, car les opérations où les machines peuvent être employées sont restreintes.

Tout au long de la production, le contrôle est assuré à plusieurs paliers. Le propriétaire, Blanc créole, qui habite sur les lieux mêmes, assure l'administration de l'entreprise, et prend toutes les décisions importantes, en collaboration avec le gérant d'habitation qui le remplace en son absence et supervise l'ensemble des opérations agricoles. C'est à ce dernier que revient la distribution du travail aux ouvriers agricoles qu'il répartit chaque jour en fonction des besoins. Originaire d'une commune avoisinante, il habite sur la plantation. Les commandeurs, anciens ouvriers agricoles choisis pour leur connaissance et leur compétence, ont pour tâche essentielle de surveiller continuellement le travail des équipes sur le terrain, et sont responsables d'un secteur particulier du cycle de production. Le premier commandeur est en charge des engrais, des insecticides et du hangar à bananes où il vérifie la catégorisation des bananes et leur emballage afin de s'assurer que les normes ont été suivies. Le second commandeur est chargé des opérations dans les champs et de la coupe des régimes dont il inscrit le décompte par ouvrier. Le troisième commandeur, une femme, veille au nettoyage, au dégagement et à l'habillage des bananes. Cette dernière, contrairement aux deux autres commandeurs qui se limitent généralement à leur rôle de surveillance, participe à la réalisation des opérations. Les commandeurs, à l'exception d'un seul qui est originaire d'une commune voisine, et qui loge sur l'habitation, sont originaires du village de Grand-Rivière.

Les tractoristes effectuent, sous les ordres du gérant, les opérations qui demandent l'utilisation des engins mécaniques. Bien qu'ils aient reçu un entraînement spécialisé, ils ne jouissent pas d'une position privilégiée. Quant aux autres positions spécialisées dans la plantation, elles sont occupées par le comptable chargé de payer les ouvriers agricoles, par le mécanicien, qui veille à l'entretien et

des activités mineures, mais néanmoins insérées dans le déroulement du travail.

à la réparation du matériel, par un jardinier et le responsable des cultures secondaires.

Les emballeurs sont des ouvriers choisis en fonction de leur dextérité et de leur rapidité, mais s'il n'y a pas d'emballage à faire, ils travaillent aux champs. La répartition des tâches dévolues aux hommes et aux femmes varie suivant les opérations (tableau 4). 58,8% des tâches sont accomplies par les hommes, 26,9% par des femmes et 19,3% sont mixtes. La division du travail, selon la ligne de clivage sexuel, suit la règle générale suivante : les tâches qui demandent un dur travail physique sont l'apanage des hommes tandis que les tâches plus « légères » sont dévolues aux femmes.

Tableau 4
Répartition des tâches selon les sexes

[Retour à la table des matières](#)

Hommes	Femmes	Hommes et femmes
Arrachage des plants	Cartonnage	Épistillage
Cultures secondaires	Comptage, marquage	Habillage
Coupe	Dégagement	Transport des plants
Coutelassage	Dépattage	Transport des régimes
Désherbage	Engrais	Ramassage des sacs et ficelles
Emballage	Lavage	
Haubanage	Nettoyage	
Hersage		
Oeilletonnage		
Piqûres		
Plantation		
Recourage		
Saignées		
Sarclage		

D'après leur place dans la structure professionnelle de la plantation, les employés sont payés selon une échelle de salaire différente dont le minimum garanti brut, fixé par décret, atteignait, en 1971, 22,06 francs par jour. Pour les opérations

jugées dangereuses comme l'épandage des insecticides, le salaire est augmenté à 23 francs par jour, l'équivalent de ce que gagne un chauffeur sur la plantation. Le mécanicien, dont la spécialisation est plus poussée, gagne près du double de cette somme soit 40 francs par jour. Les commandeurs, le comptable et le gérant reçoivent mensuellement les salaires les plus élevés, tandis que les autres employés sont payés hebdomadairement.

Les ouvriers effectuent le travail agricole selon trois modalités : à la tâche, à la journée ou à la pièce (tableau 5). Le travail à la tâche consiste dans la réalisation (en un temps variable selon les individus) d'une certaine quantité de travail, mesurée en nombre de plants, de litres d'insecticides ou de sacs d'engrais. Pour calculer ces mesures, on choisit un bon ouvrier qui travaille pendant huit heures d'affilée. La tâche effectuée pendant ce laps de temps sert de norme aux autres ouvriers qui peuvent la réaliser dans le temps qu'ils veulent, en fonction de leur habileté et de leur rapidité. C'est cette forme de travail que les ouvriers préfèrent généralement car elle leur permet de terminer leur journée en moins de huit heures et de profiter du temps libre pour vaquer à leurs occupations secondaires : l'agriculture vivrière et l'élevage. La vitesse d'exécution et l'application au travail peuvent par ailleurs se trouver en opposition et la supervision est malaisée.

Le travail à la journée est payé sur la base de huit heures de travail. Les critères qui déterminent le choix de paiement à la tâche ou à la journée dépendent des formes de coopération nécessaires à l'accomplissement d'une opération agricole : toutes les opérations qui exigent une coopération complexe entre les individus sont payées à la journée, tandis que celles qui peuvent être effectuées par des individus isolés sont rémunérées à la tâche. Le paiement à la pièce ou à l'unité n'est utilisé que dans les étapes finales de la coupe des régimes, de leur transport, ainsi que dans l'agrafage des boîtes de carton et l'emballage des régimes. Ces opérations qui, dans la production, exigent la plus grande rapidité de réalisation, peuvent être accélérées puisque l'ouvrier fixe lui-même son quota pour la journée. Le dépattage, l'épistillage et le lavage, même s'ils s'apparentent aux opérations précédentes, sont payés à la journée, car il est difficile de vérifier le nombre de régimes effectivement traités. La répartition des opérations et leur mode d'évaluation aident donc à assurer un contrôle de la production aux moments critiques, laissant une latitude de manœuvre plus grande pour les opérations secondaires.

Tableau 5
Mode d'évaluation du travail

[Retour à la table des matières](#)

Travail à la tâche	Quantité de travail	Salaire
Charroyage	350 plants par jour	22.06 F/jour
Arrachage	350 par jour	
Sarclage	350 par jour	
Oeilletonnage	1 000 plants par jour	
Nettoyage	1 500 plants par jour	
Desherbage	300 plants par jour	
Engrais	6 sacs	
Piqûres	360 plants par jour	
Travail à la pièce		
Transport	11 centimes/régime	
Coupe - emballage	12 centimes/carton	
Cartonnage	3 centimes/carton	
Travail à la journée		
Plantation		22.06 F /jour
Habillage		
Recourage		
Haubannage		
Saignées		
Lavage		
Épistillage		
Dépattage		

La distribution de la main-d'œuvre et la taille des équipes, selon les opérations envisagées, mettent en relief les caractéristiques suivantes :

En 1970, 93 personnes, y compris les cadres de gestion, avaient fourni environ 11 818 journées de travail (en moyenne 127 jours par an) dont la répartition selon les opérations est comptabilisée au tableau 6.

La production bananière qui accapare 70,5% du temps-ouvrier total. Les cultures secondaires n'occupent qu'une partie très réduite (2,9%) du temps-ouvrier, les autres tâches (garage, jardinage et tâches diverses) 5,5%. Le temps-ouvrier consacré au canal (9,5%) s'explique par la fonction primordiale que l'adduction d'eau constitue pour les opérations de nettoyage qui précèdent l'emballage.

À l'intérieur de la branche de production bananière, les tâches qui concentrent le plus grand nombre d'ouvriers sont la coupe et les opérations de hangar qui, à elles seules, représentent près de la moitié du temps (42,5%) imparti à la culture de la banane, suivi des opérations de nettoyage, de dégagement et d'habillage (15,6%). Ceci se comprend, car ces opérations exigent un soin particulier pour chaque bananier. Plantation et fumure occupent à peu près le même temps (10% environ) tandis que les autres opérations sont, relativement, beaucoup moins importantes. L'emphasis est donc mise surtout sur les opérations de hangar, les opérations finales de dégagement, d'habillage et de coupe qui constituent en termes de temps-ouvrier, le cœur même du travail sur la plantation.

Analysons maintenant l'effectif moyen des équipes consacrées aux différentes tâches. Une très grande régularité se révèle dans le nombre d'ouvriers affectés au hangar qui, par jour d'opération, occupait 16,7 personnes avec un écart type très restreint (1,2). Par jour de coupe, 7,3 ouvriers étaient employés à cette tâche avec un écart type un peu plus grand (2,2).

En raison de l'aspect critique dans le processus de production de la plantation des bananiers et du recourage, étapes à peu près identiques et qui doivent être réalisées dans un court laps de temps, l'effectif moyen des équipes est important (14,9 personnes et 6,4 personnes respectivement) tandis que l'œilletonnage, stade crucial, exige une équipe plus restreinte (3,1 personnes). Quant au canal, il a nécessité, pour être déblayé, en moyenne 21 ouvriers, chaque fois qu'il était bouché, ce qui pour l'année 1970 se répéta environ 55 fois, surtout pendant l'hivernage. Ces ouvriers étaient prélevés sur le personnel nécessaire à d'autres opérations souvent très importantes.

Tableau 6
Répartition des jours-ouvriers selon les tâches accomplies sur l'habitation

[Retour à la table des matières](#)

Opérations	Nombre de jours-ouvriers	% de jours-ouvriers par tâche pour la banane	% de jours-ouvriers par rapport au nombre total de jours-ouvriers	Moyenne de jours-ouvriers par semaine
Hangar	1 936	22,6	16,4	83,5
Dégagement, habillage, ficelle, nettoyage	1 340	15,6	11,4	4,3
Coupe	1 096	12,8	9,3	36,3
Fumure	894	10,5	7,6	4,5
Plantations	786	9,2	6,7	14,8
Emballage	450	5,2	3,9	15
Oeilletonnage	335	4	2,9	3
Desherbage	329	3,8	2,9	1,7
Recourage	259	2,9	2,2	6,4
Comptage	205	2,4	1,8	4,1
Sarclage	197	2,3	1,7	2,5
Récupération	187	2,2	1,6	7
Ficelles et sacs montage boîte	151	1,8	1,2	5
Piqûres	128	1,5	1	4,3
Labourage	105	1,4	0,9	2,4
Insecticide	79	0,9	0,7	3,2
Traitements charançons	55	0,6	0,5	3,6
Coitelassage	21	0,2	0,3	1,4
Total	8 553	100	73	--
Cultures secondaires	349		2,9	
Canal	1 157		9,5	
Fosses	97		0,9	
Commandeurs et comptable	975		8,03	26,5
Garage	162		1,3	
Tâches diverses et jardins	525		4,2	
Grand total	11 818		100	

Quant à l'importance moyenne des équipes dans les autres secteurs, elle est variable et présente des fluctuations qui dérivent de leur caractère relativement

moins urgent. De façon générale, la moyenne d'hommes par journée où la tâche s'effectue est fonction de la grandeur des pièces bien que, pour des pièces de même superficie, la variation soit assez considérable (tableau 7). Le propriétaire est amené à modifier la distribution de son personnel selon les différentes opérations agricoles, à cause des fluctuations quotidiennes du nombre des ouvriers, ce qui gêne toute planification à long terme.

Tableau 7
Nombre de jours-ouvriers employés par pièce

[Retour à la table des matières](#)

Superficie en hectares	Nombre de jours-ouvriers
0,5	60
0,8	85
1	62
1	56
1	99
1	113
1,5	170
1,5	145
1,5	111
2	143
2	288
2	88
2	196
2	105
3	236
3	326
4	369
4	341
4,5	318
5	302
5	380
6	552
54,3	4 545

Pour l'année 1970, le nombre moyen quotidien d'ouvriers s'établissait à 37,8 avec un écart type de 15,8. Comme il est impossible au propriétaire de prévoir

combien d'ouvriers se présenteront effectivement au travail le jour suivant, il est obligé chaque matin, en tenant compte de ses effectifs, de les répartir d'après l'urgence des tâches à accomplir, concentrant le personnel aux points critiques, employant un nombre définitivement constant aux opérations de hangar et de coupe, distribuant le reste de façon aléatoire en ce qui concerne les tâches secondaires.

Ce manque de main-d'œuvre apparaît de façon nette, si on compare le nombre moyen d'ouvriers par hectare sur Bellevue, à celui que l'on peut déduire à partir des données de Tyburn (1970, p. 135-140) qui nous fournit les masses salariales dépensées par hectare, dans les plantations de bananes martiniquaises. En divisant la masse salariale par le salaire quotidien, qui était en 1970 de 18,60 fr. par jour, on obtient un nombre moyen de 160 ouvriers par hectare de bananes pour la Martinique et 198 pour la plantation dite SM étudiée par Tyburn ²³. Dans les deux cas, ni la coupe, ni le conditionnement ne sont inclus dans ces chiffres qui sont respectivement supérieurs de 33% à 45,6% à ceux de Bellevue où 109 ouvriers furent employés par hectare de bananes.

Si, à présent, à partir des mêmes données, on analyse la moyenne d'ouvriers employés aux opérations jugées nécessaires pour l'obtention des fruits les plus beaux ²⁴ la différence est aussi très révélatrice. Alors que la moyenne départementale est de 100 ouvriers par hectare, elle n'atteint que 50 ouvriers par hectare pour Bellevue. Son propriétaire consacre donc 50% de moins en main-d'œuvre pour des traitements considérés comme essentiels.

Aussi à cause des fluctuations dans la main-d'œuvre, auxquelles s'ajoute le handicap du canal qui a utilisé 10% du temps ouvrier, le propriétaire ne peut réaliser ce double but : obtenir le volume maximum de fruits de première catégorie. Il sacrifie à un degré variable les opérations secondaires qui pourraient l'aider à atteindre ces objectifs et ainsi maximiser ses profits. Selon le propriétaire, le rendement moyen est de 28 tonnes à l'hectare, soit 1 484 tonnes par an, ce qui est de

²³ Ce chiffre est un peu supérieur au chiffre réel, puisqu'il ne tient pas compte des variations de salaires minimales selon certaines tâches.

²⁴ Ces opérations comprennent le sarclage, l'engrainage, l'œilletonnage, le buttage, l'haubanage, le marquage des hampes ainsi que les différents traitements (herbicide, insecticide, nématicide.)

beaucoup inférieur à ce que Tyburn rapporte (1972, p.108) : « La plantation SM du Gros Morne obtient un rendement annuel moyen de 36 tonnes, et sur ses parcelles les mieux placées, grâce à un travail soigné et consciencieux, la production dépasse 42 tonnes à l'hectare. »

À ce bas rendement, il faut ajouter l'élimination des bananes au moment de l'emballage, qui est estimé entre 10 et 20% du rendement. Or, comme le note Tyburn « les pourcentages de déchets obtenus au conditionnement dépendent plus des soins cultureux que des procédés de commercialisation eux-mêmes » (1970, p. 108). On peut donc conclure que les deux facteurs, entretien du canal et fluctuation quotidienne des ouvriers, se conjuguent pour réduire les rendements : les différences microclimatiques et pédologiques interviennent aussi, sans doute, mais de façon secondaire à notre avis.

À quoi sont dues ces fluctuations de la main-d'oeuvre sur les plantations que plusieurs auteurs ont relevées ? Dagenais (1969, p. 69), dans son étude sur une plantation de canne à sucre en Guadeloupe, notait :

« le nombre exact des ouvriers agricoles est plus difficile à déterminer, en raison de la grande instabilité dont ils font preuve, d'un jour à l'autre et des changements qui se produisent dans le nombre des travailleurs nécessaires selon les diverses opérations culturales. »

Dans le cas d'une plantation de canne à sucre, cette situation se comprend, étant donné le caractère saisonnier de la culture de la canne. Cette caractéristique se retrouve pourtant aussi sur les plantations bananières en Martinique comme Tyburn (1970, p. 78) le constate :

« ... les ouvriers permanents sont majoritaires ... Le total des ouvriers travaillant dans les plantations est difficile à déterminer avec précision car bien que la main-d'oeuvre soit permanente, la totalité des salariés ne travaille pas toute la semaine. »

La situation est similaire à BelleVue et on peut supposer que des facteurs identiques jouent, du moins en ce qui concerne les plantations bananières. Puisque la culture bananière demande un travail continu pendant l'année, les facteurs en

cause ne dépendent pas du processus de production, mais des cadres sociaux où sont insérés les ouvriers. Parmi ces cadres sociaux, l'appartenance au groupe domestique, unité sociale de base, peut modifier l'activité économique des agents productifs comme l'ont montré Chayanov (1966) et Nash (1961).

Cette hypothèse appliquée aux sociétés paysannes peut être reprise pour les ouvriers agricoles dont nous analyserons rapidement les caractéristiques socio-économiques.

En 1970, 67 hommes et 26 femmes avaient travaillé sur la plantation Bellevue, et nous possédons des données détaillées sur 83 ouvriers, soit 89,2% de la population ouvrière totale. La répartition par groupe d'âge révèle que 36,3% avaient entre 17 et 25 ans, 20,4% entre 26 et 35 ans, 22,9% entre 36 et 45 ans et 20,4% entre 46 et 59 ans. Parmi eux, 44,5% étaient mariés, 36% étaient célibataires sans enfant, 9,6% célibataires avec des enfants, 6% vivaient en concubinage et 3,8% étaient séparés ou veufs. En moyenne, chaque ouvrier avait travaillé 129 jours par an, les hommes moins que les femmes (124 contre 135 pour ces dernières), 38,5% des ouvriers avaient travaillé moins de 55 jours, 25,5% entre 55 jours et 154 jours et 38.5% entre 155 et 304 jour ²⁵.

Comment expliquer ces variations ? Parmi les différents facteurs qui peuvent influencer l'intensité du travail, un premier critère, l'âge, apparaît comme pertinent. On peut en effet penser que les jeunes ouvriers, qui n'ont pas en général de charges familiales, vont chercher, en travaillant sur la plantation, un revenu de base modeste qui leur sert d'argent de poche. À mesure qu'ils ont à assumer des charges familiales, leurs besoins monétaires augmenteront, ce qui les amènera à travailler de façon plus fréquente sur la plantation. Le tableau 8 souligne cette tendance.

Cependant, si l'âge est déjà un indice important qui rend compte, dans une certaine mesure des variations, une autre contrainte joue sur l'activité économique

²⁵ Nous avons éliminé de ces pourcentages les commandeurs, les deux chauffeurs de tracteur et le comptable qui ont été présents pratiquement toute l'année.

des ouvriers : les charges familiales qu'ils ont à assumer et qui les obligeront à mesure qu'elles s'accroissent à pourvoir à des besoins plus importants. Le pourvoyeur économique aura donc à effectuer plus de journées de travail.

Tableau 8
Répartition des jours travaillés selon l'âge des ouvriers

[Retour à la table des matières](#)

Âge	Nombre de jours							
	0-54		55-154		155-304		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
17-25	17	21,8	11	14,1	3	3,8	31	39,7
26-35	4	5,1	5	6,4	6	7,7	15	19,2
36 et plus	9	11,7	4	5,1	19	24,3	32	41,1
Total	30	38,6	20	25,6	28	35,8	79	100

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons procédé de la façon suivante : nous avons calculé la capacité de consommation des maisonnées auxquelles appartiennent les ouvriers ²⁶. Dans le cas des ouvriers célibataires et sans charge familiale, i.e. dont les parents travaillent, nous les avons considérés comme unités indépen-

²⁶ La capacité de consommation a été calculée d'après les coefficients proposés par Epstein (1967, p. 160). Cette dernière écrit : « ...puisque la taille et la composition des maisonnées varient considérablement, il est nécessaire d'introduire le concept d'unité de consommation. Celle-ci inclut (comme opération) d'égaliser le jeu relatif des membres de la maisonnée suivant leur âge et leur sexe ... » Les indices choisis sont ceux de Lusk :

Membres de la maisonnée	Unités de consommation
hommes au-dessus de 14 ans	1,00
femmes au-dessus de 14 ans	0,83
hommes et femmes âgés de 10 ans mais moins de 14 ans	0,83
hommes et femmes âgés de 6 ans mais moins de 10 ans	0,70
hommes et femmes âgés d'un an mais moins de 6 ans	0,70
hommes et femmes âgés de moins d'un an	nil

dantes du reste de la maisonnée, car généralement ils ne versent pas de pension aux parents. Dans le cas où les parents ne travaillent pas, on a estimé que les enfants prenaient en charge les parents. Comme le montre le tableau suivant (tableau 9) l'importance des charges familiales semble déterminer en partie le nombre des jours travaillés par les ouvriers.

Tableau 9
Répartition des jours travaillés selon la capacité
de consommation des maisonnées

[Retour à la table des matières](#)

Capacité de consomma- tion	Nombre de jours							
	0-54		55-154		155-304		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
0,83-1,00	18	23,1	7	8,9	2	2,6	27	34,5
1,01-4,99	8	10,2	6	7,7	9	11,7	23	29,6
5 et plus	4	5,2	7	8,9	17	21,8	28	35,9
Total	30	38,5	20	25,5	28	35,9	78	100

L'instabilité dont font preuve les ouvriers agricoles n'est donc pas due à une quelconque mentalité, érigée en cause première. L'analyse révèle au contraire une rationalité particulière que dictent des contraintes économiques et sociales.

L'activité économique des ouvriers agricoles est par ailleurs influencée par les divers avantages qui découlent de leur insertion dans un département français ²⁷. Les employés reçoivent en effet, grâce au système des allocations familiales, des prestations monétaires qui sont fonction du nombre de journées de travail accomplies par le bénéficiaire, du nombre d'enfants et de leur âge. Les allocations se montaient en 1970 à 26.70 francs par mois pour un enfant jusqu'à un montant maximal de 590.25 francs, pour 15 enfants, avec une majoration pour les enfants de plus de 10 ans et de plus de 15 ans. On peut donc supposer que les ouvriers

²⁷ L'effet exact de ces avantages est difficile à juger en l'absence de données quantitatives complètes.

avec des enfants à charge auront tendance à se montrer plus réguliers dans leur travail s'ils veulent encaisser le plein montant des allocations. Aucune corrélation significative n'apparaît cependant entre le nombre de jours travaillés et le nombre d'enfants à charge, ce qui laisserait supposer que les prestations familiales n'interviendraient que secondairement dans les décisions des agents économiques et à la limite constitueraient un facteur plutôt négatif dans la stabilité du travail puisque le niveau monétaire pour couvrir les besoins de la maisonnée pourra être atteint plus rapidement.

Les autres prestations sociales, comme les congés de maladie qui peuvent être pris par l'ouvrier renforcent aussi cette tendance. S'il a travaillé 60 jours au cours des six mois précédant la date de la maladie, l'ouvrier aura droit, sur présentation d'un certificat de maladie signé par son médecin, à une indemnité journalière égale à la moitié du gain journalier de base défini à partir du salaire brut. À part cette indemnité, l'ouvrier reçoit le remboursement d'une partie des frais médicaux. Ce système permet donc d'assurer un minimum de revenus au malade. Cependant, il donne lieu à des abus, certains ouvriers obtenant des certificats de maladie de complaisance. Comme le contrôle de l'arrêt effectif du travail est difficile à cause de la distance de Grand'Rivière par rapport aux centres administratifs, l'ouvrier qui prend un congé de maladie peut aller travailler ailleurs, par exemple sur un canot ou à son jardin sans perdre ses indemnités. Ainsi, en 1970-1971, années pour lesquelles nous possédons des données fournies par la sécurité sociale, dix ouvriers sur seize avaient pris des congés de maladie qui avaient représenté, sur deux ans, 429 jours, soit une moyenne de treize jours par année par ouvrier. À supposer que cette moyenne soit valable pour l'ensemble des ouvriers, les congés de maladie auraient représenté 1.209 journées de travail non effectuées. Ces facteurs tendraient à restreindre le nombre de jours effectivement travaillés par l'ouvrier, à quoi s'ajoutent les fêtes légales et les congés payés au prorata des journées travaillées pendant l'année et qui représentent 13 jours par an par ouvrier. Sans démontrer ici de relations, ces données semblent suggérer que, à part les charges familiales, le jeu des lois sociales donne la possibilité aux ouvriers de réduire leur présence sur la plantation sans perdre pour autant complètement leur salaire.

Le propriétaire de la plantation ne peut donc compter effectivement que sur un nombre restreint d'ouvriers pour assurer la gestion de son entreprise. Dans ces

conditions, les alternatives qui lui sont offertes sont réduites : il peut soit remplacer le système actuel d'adduction d'eau qui occupe trop d'ouvriers sans contrepartie productive, soit diminuer la superficie cultivée afin d'obtenir un rendement maximum en fruits de première catégorie. Cette dernière solution, en cas de coups de vent, pourrait entraîner la perte totale de la récolte. Si même ces solutions sont appliquées, il reste que la crise de la main-d'œuvre qui affecte la plantation ira en s'accroissant avec l'émigration de plus en plus massive que connaît le village et le dédain de plus en plus manifeste pour le travail agricole de la part des villageois.

Le problème de la main-d'œuvre s'accompagne aussi de points de friction dans les relations entre le propriétaire et ses ouvriers. La plupart des auteurs qui ont étudié aux Antilles le système de plantation ont noté la coupure qui sépare les sociétés anonymes des plantations de type familial en ce qui concerne les relations ouvriers/personnel dirigeant. Dans le premier cas, ces relations sont impersonnelles (Wolf, 1959), dans le second cas, on a affaire à « des relations paternalistes et personnalisées entre employeurs et travailleurs, à des prestations mutuelles d'obligation et de service et à un sentiment réciproque d'attachement et de fidélité » (Padilla, 1966, p. 35). Bellevue, de ce point de vue, glisse progressivement vers le type de relations impersonnelles qui caractérisent la société anonyme. Sur Bellevue les rapports patrons-ouvriers deviennent en effet plus tendus, alors que traditionnellement ils étaient marqués par un paternalisme apprécié des ouvriers. Des prestations réciproques de service avaient alors lieu et les propriétaires précédents (désignés sous le nom de « papa ») entretenaient avec leurs employés des relations qui dépassaient le cadre de la plantation puisqu'ils venaient souvent au village lors d'événements particuliers comme les baptêmes, les mariages, les enterrements, ou pour prendre le punch au bistrot. Pour les travailleurs actuels, ces relations ont disparu. Ils reprochent au propriétaire sa sévérité, son autoritarisme et son peu d'intérêt pour les ouvriers sauf dans les questions concernant le travail qu'ils jugent mal payé et de plus en plus exigeant. Pour le propriétaire, l'introduction de normes de gestion et de travail plus rigides est l'un des remèdes pour pallier l'insuffisance de la main-d'œuvre, éliminer les pertes de temps et les opérations agricoles mal accomplies. La surveillance des ouvriers s'est aussi accentuée pour réduire, dans la mesure du possible, les négligences de leur part.

Ces tensions n'ont pas donné naissance à des conflits violents. Aucune tentative d'organisation syndicale n'a été proposée par les ouvriers qui ne se reconnaissent pas d'intérêts communs à défendre. La situation est avant tout ressentie sur un plan strictement personnel et toute action de groupe est écartée pour l'instant, contrairement à ce qui se passe dans d'autres plantations de type familial, comme Chalky Mount à Barbade (Handler, 1965), et dans les sociétés anonymes (Canamellar, Mintz, 1956; Blanchet, Dagenais, 1969) où les ouvriers sont organisés en syndicats.

La carence en main-d'œuvre, due à la dépopulation, l'irrégularité dont font preuve les ouvriers et qui est liée à l'importance des charges familiales et au complexe des lois sociales issues de la métropole concourent à mettre en péril l'avenir de la plantation. Son propriétaire, dans ces conditions, est dans l'obligation de réduire ou de sacrifier les soins essentiels à l'obtention d'un rendement optimal. L'introduction de normes de gestion plus rigides se fait aux dépens des relations paternalistes qui existaient traditionnellement entre les propriétaires et les ouvriers, et qui s'estompent de plus en plus. On peut se demander si l'élimination de ces liens réciproques, incompatibles avec l'implantation d'une gestion qui se veut un rempart provisoire pour lutter contre la situation actuelle, n'amènera pas les ouvriers à s'organiser de façon plus formelle. Les relations verticales que les ouvriers tentent encore de maintenir aux dépens de relations horizontales, pourraient alors faire place à des revendications définies, génératrices de conflits plus aigus. Néanmoins, la faible importance des effectifs ouvriers, et leur diminution graduelle, laissent prévoir une asphyxie à long terme de Bellevue. Le système de plantation aura alors cessé d'exister dans cette région.

Un village du bout du monde.

Chapitre IV

La pêche

[Retour à la table des matières](#)

L'essor de la pêche à Grand'Rivière a débuté avec la formation du village en tant qu'entité indépendante de la plantation. Elle s'est maintenue sans modification majeure, jusqu'à la départementalisation. Depuis lors, les pêcheurs sont confrontés à de nombreux changements issus des innovations introduites dans les techniques de production qui, par contrecoup, ont modifié les règles de partage. La législation particulière qui leur est appliquée s'est surimposée aux transformations dans l'infrastructure économique pour bouleverser les rapports jusque-là existants entre les propriétaires et les simples matelots. L'impact de ces facteurs, auxquels s'ajoutent les problèmes de la main-d'œuvre, sont similaires à ceux constatés sur la plantation, malgré des conditions initiales très différentes.

Par sa situation sur le versant atlantique de la Martinique, Grand-Rivière possède une ouverture sur la mer, ce qui permet à une partie de ses habitants de tirer des revenus de la pêche. Dans cette région, la mer est très agitée et se caractérise par une température relativement chaude et constante au cours de l'année (24° C). Le secteur maritime exploité par les Riverains comprend le canal de la Dominique, large d'environ 45 km, qui sépare la Martinique de l'île voisine de la Dominique. Le canal est sillonné par les ramifications multiples du courant chaud nord-équatorial, où les pêcheurs reconnaissent deux courants principaux : le courant de direction sud appelé marée basse, et celui de direction nord qui amènerait le poisson dans l'aire de pêche. En fonction des critères de distance, des composantes du

relief sous-marin, des variétés de poissons que l'on y capture, les pêcheurs distinguent cinq zones de pêche.

La zone côtière qui, dans la région nord-est de l'île, est découpée en anses ²⁸, est favorable à l'utilisation de la senne à terre. Les plus fréquentées sont à proximité du village (Bagasse, Morne-Rouge et Cassius). Les fonds de ces anses varient dans leur composition (sable, roches ou un mélange des deux) et ils sont tapissés de « pâturages », végétation sous-marine, propice aux poissons. Les coulirous (*Trachurops crumenophthalmus*), les tazarids (*Scomberomorus*), les carangues (*Caranx ruber*) et les bécunes (*Sphyraena picuda*) sont le plus souvent pêchés avec les barbus (*Trachynocephalus myops*) et les cocos jaunes ou blancs (*Micropogon furnieri*).

Entre Basse-Pointe et Trinité s'étend, de 3 à 5 km de la côte, la zone Fabrique ou Mocko. C'est, selon la terminologie des pêcheurs, un « sec » ou élévation du relief sous-marin. L'Amérique (6 à 35 km des côtes), le Miquelon ou grandes eaux (40 km des côtes) et la Sibérie (45 km des côtes) se caractérisent par des « bîmes », endroits très profonds où se retrouvent les bancs de poissons.

À Fabrique et Sibérie, c'est le groupe de poissons rouges qui prédomine, surtout entre juillet et août. À Miquelon et Amérique, les espèces principalement pêchées sont les gros thons (*Orcinus thunina*), les petits thons (*Orcinus thynus*), les balaous (*Hemiramphus brasiliensis*), les poissons volants (*Exocoetus rufipenne*), les zorphies (*Tylosaurus ardeola*), les dorades (*Coryphaena hippurus*) et les bécunes (*Sphyraena picuda*). Ces six dernières variétés sont migratrices et leur saison de capture se situe entre février et septembre.

²⁸ De l'Anse Couleuvre à Basse-Pointe.

Carte 6.
Les zones de pêche de Grand'Rivière

[Retour à la table des matières](#)

La détermination de l'emplacement des bancs de poisson, que les fluctuations obligent à redécouvrir chaque année, se fait par l'évaluation attentive des différents paramètres pertinents comme le vent, le courant, la zone de pêche. Dans le cas des poissons qui vivent près de la surface, le repérage se trouve facilité par l'observation du comportement des oiseaux de mer (mauves, frégates, gri-gris et fous) qui tournent autour des bancs. Pour les autres variétés, la localisation se fait au hasard et dépend de l'habileté, des connaissances et de l'intuition des pêcheurs.

La découverte des bancs est jalousement gardée de toute intrusion étrangère car la révélation de l'emplacement de ces réserves naturelles risque de faire disparaître le léger avantage économique qu'elles représentent par rapport aux concurrents. Leurs emplacements sont marqués d'après un système de triangulation visuelle qui fait appel à des points de repères naturels et artificiels situés sur la côte.

Pour drainer les ressources marines, les pêcheurs ont le choix entre plusieurs techniques, selon les engins qu'ils possèdent, la variété des poissons et les conditions météorologiques qui limitent ou permettent leur usage. Cette dernière variable a perdu de son importance avec l'introduction du moteur. Avant l'apparition du moteur, la propulsion des canots se faisait à la voile. Aussi les pêcheurs dépendaient-ils, avant tout, de la force et de la direction des vents. Les distances qu'ils pouvaient parcourir, les zones de pêche atteintes et la fréquence des sorties étaient liées à ces facteurs. Si les vents étaient nuls ou trop faibles, les pêcheurs étaient réduits à fréquenter la zone côtière qu'ils pouvaient atteindre à la rame. Le moteur a modifié le jeu de ces contraintes ²⁹. Les zones de pêche sont devenues plus facilement et plus rapidement atteignables, ce qui permet un gain quant au nombre d'heures effectivement consacrées à pêcher. L'aire de prospection a augmenté et la découverte des bancs de poissons s'est simplifiée, car les pêcheurs peuvent vérifier leur présence et se déplacer avec eux plus facilement. De plus, la fréquence des jours de sortie s'est accrue, amenant un allongement de la saison de pêche. Cette innovation a eu aussi comme répercussion l'abandon de la région côtière comme zone de pêche et la diminution de l'importance de la senne à terre qui était fréquemment employée entre août et décembre ³⁰.

Pour atteindre les zones de pêche, les pêcheurs emploient deux types d'embarcations : le gommier et la yole d'implantation plus récente. Le gommier est cons-

²⁹ Cette analyse rejoint celle de Archambault (1972) sur l'introduction du moteur dans les Saintes.

³⁰ Des indications à ce sujet sont fournies par le registre où sont consignés les coups de senne projetés par les Riverains à l'Anse Souffleur pour les années 1958-1968 à l'exception de l'année 1960. Pendant cette période, on assiste à une diminution progressive des coups de senne dans cette anse. Entre 1958 et 1963, 280 coups de senne auraient eu lieu pour seulement 94 entre 1964 et 1968. 66,3% des coups de senne avaient lieu entre août et décembre.

truit à partir d'un tronc d'arbre, le gommier, originaire de la Dominique. La coque monoxyle, creusée à la hache et au feu, est surélevée au moyen de planches de bois fixées sur les côtés. La grandeur moyenne du gommier est de 6,50 mètres de long et de 1,30 mètre de large, avec une jauge de moins d'un tonneau. Le canot de senne, aux dimensions plus grandes, est conçu pour transporter la senne et un équipage plus important que le gommier normal. Le gommier est l'embarcation préférée car il tient bien la mer et sa légèreté le rend bien adapté à la pêche au poisson rouge.

La yole, par contre, possède des dimensions un peu plus grandes (7 mètres de long et 1,75 mètre de large). Sa jauge est supérieure à un tonneau. Le principe de construction de la yole est différent de celui du gommier. En effet, elle n'est pas construite à partir d'un tronc d'arbre : des membrures sont fixées à une quille centrale puis revêtues de planches de bois. Malgré sa grande fragilité, la yole permet une aisance accrue dans les mouvements, une stabilité plus grande en mer.

Tous les canots sont peints à l'intérieur d'une couleur jaune vif qui assure un repérage plus facile en cas de nécessité. Polychromes à l'extérieur, ils portent à l'arrière un nom d'inspiration locale ou religieuse ³¹. La « boîte à lignes » de forme trapézoïdale installée à l'arrière, contient les bobines de fil de nylon, les hameçons de rechange et les appâts artificiels. L'attirail de pêche est complété par deux paires de rames en bois et une pagaie, une écope formée d'une demi-calebasse, une gaffe de métal, des massues en bois (ou *boutous*) pour assommer le poisson.

Les engins de pêche peuvent être classés en trois grandes catégories : les lignes, les nasses et les filets. Les lignes demandent un matériel très simple ; elles sont composées d'un fil de nylon et d'hameçons. Elles peuvent s'utiliser de plusieurs façons.

La traîne nécessite une ligne de nylon d'environ 100 mètres attachée à une pelote de nylon de même longueur. La grandeur de l'hameçon dépend du type de

³¹ À titre d'exemple citons : *Ciel Adorable, Diçazotle, Dieu Protège, Ecce Homo, Et Pourquoi Pas, Kyrie Eleison, Le Messie, Roi De Gloire, Saint-Jean, Speculum Justitiae.*

poisson à prendre. L'appâtage se fait avec des morceaux de poisson frais. Cependant les appâts artificiels composés d'une tête en plomb et d'une « robe » de plume ou de toile cirée bariolée sont utilisés.

Lorsque le canot est au large, le moteur à pleine puissance, le patron fait tourner son embarcation autour de la zone choisie et les lignes sont lancées à la mer. Le patron tient dans une main une ligne qui est à l'arrière du canot, tandis que les deux matelots ont leur ligne à bâbord et à tribord. Dès qu'un poisson a mordu, le patron arrête aussitôt le moteur. L'homme qui a ferré le poisson, remonte, par saccades, la ligne, la relâchant quand le poisson tire trop fort, pour ne pas risquer de lui déchirer la gueule et de le voir ainsi s'échapper. Il arrive d'ailleurs parfois que des hameçons et des appâts soient perdus parce que le fil s'est rompu. Une fois le poisson ramené à proximité du canot, un matelot, debout dans l'embarcation, l'accroche avec la gaffe et le hisse à l'intérieur où il l'assomme à coups de massue avant de retirer l'hameçon de la gueule. Le patron remet le moteur en marche et la ronde recommence jusqu'à ce qu'une quantité jugée suffisante de poissons soit prise. Les ti-thons, les gros thons, les dorades, les tazars, les requins, les piche-thons sont généralement capturés à la traîne qui est utilisée tout au long de l'année.

La *pêche banc* ou « piscine » nécessite un fil de nylon de 150 mètres sur lequel sont disposés à 30 cm d'intervalle des bouts de nylon de 15 à 20 cm de longueur à l'extrémité desquels sont fixés une quinzaine d'hameçons appâtés. La ligne est lestée d'une pierre. Cette technique demande des conditions atmosphériques excellentes : mer très calme, et vents à leur minimum. Le canot doit rester le plus immobile possible au-dessus d'un banc de poissons rouges dont la pêche a lieu en juillet et en septembre. Les lignes sont alors descendues verticalement jusqu'à 150 mètres de profondeur tandis que le canot est « soutenu » par un homme d'équipage qui rame continuellement de façon à stabiliser le canot. Lorsque le poisson mord, le reste de l'équipage remonte les lignes.

La *pêche au « palan »* ou palangre qui comprend un fil de nylon sur lequel sont installés jusqu'à 500 hameçons est rarement utilisé au village et on n'en compte qu'un seul exemplaire. La palangre est déposée en mer pendant la nuit puis relevée le lendemain.

Pour fabriquer les nasses, les pêcheurs utilisent le grillage qui a remplacé le bambou traditionnel. En forme de S, elles mesurent en moyenne 1,60 mètre de long et 0,60 mètre de large. Des appâts sont embrochés sur des fils de fer tendus transversalement à l'intérieur de la nasse qu'on coule à environ 100 mètres de profondeur dans la zone côtière. Un gros câble de nylon, attaché à la nasse et auquel sont fixés des flotteurs de bambou, permet de la remonter. Leur emplacement est soigneusement repéré grâce au système de triangulation visuel déjà mentionné et toutes les semaines les propriétaires viennent les relever. Une fois remontées, elles sont couchées sur le canot et ouvertes sur un des côtés. Après qu'on a retiré les prises, les appâts (pain sec, fruits à pain, poissons volants) sont remplacés et les nasses relancées à la mer. Elles sont placées dans les zones Fabrique ou Mocko entre juillet et septembre, et près du rivage entre janvier et mars.

Quant aux filets, en chanvre, en coton ou en nylon, ils sont plus complexes dans leurs modes d'utilisation.

La senne mesure en moyenne 400 mètres de long et 13 mètres de large. Elle se compose de plusieurs pans cousus ensemble. La grandeur des mailles diminue des extrémités vers le centre. Des fils de chanvre lient le filet aux ralingues sur lesquelles sont placés, à l'extrémité inférieure, des plombs qui assurent la verticalité du filet. À deux perches de bois situées aux extrémités verticales de la senne sont fixés les câbles de halage. Lorsqu'un banc de poissons a été repéré dans une anse, le filet est placé à l'arrière d'un gommier qui est dépêché vers l'anse. Si l'anse est très proche du village, les hommes et les femmes s'y rendent à pied et se divisent en deux équipes. Sinon d'autres canots transportent les hommes nécessaires jusqu'au lieu de pêche. Lorsque le canot porteur de la senne se trouve à 300 mètres du rivage ou moins, un nageur amène à terre un des câbles de halage qu'il confie à une équipe. Le canot décrit un demi-cercle à mesure que la senne est mise à l'eau. Puis le deuxième câble de halage est amené à terre. Le canot croise non loin de la senne signalée par la rangée des flotteurs et surveille les évolutions des plongeurs qui, munis de masques, décrochent le filet s'il se prend aux roches.

À terre, les haleurs tirent sur les filins tout en se rapprochant les uns des autres. Une fois le filet sur la grève, ils soulèvent les ralingues et décrochent les

poissons pris dans les mailles. La senne est ensuite pliée sur le canot et les câbles enroulés. Quelquefois un second coup de senne est effectué, puis le canot rentre au village et la senne est mise à sécher et réparée, en cas de déchirures.

Le *filet z'orphies* et le *filet balaou* se distinguent de la senne par des dimensions plus restreintes, des mailles plus fines et une armature plus légère. Ces techniques nécessitent deux canots. L'un d'eux transporte des feuilles de bananier ou de canne séchée ; l'autre, le filet. Sur les lieux de pêche, la « paille » est placée sur l'eau pour attirer les poissons. Un canot tient l'extrémité du filet et s'éloigne de l'autre embarcation, en larguant le filet dans un mouvement circulaire. Des pêcheurs lancent des pierres pour effrayer le poisson. Une fois le groupe de poissons encerclé, le filet est fermé en dessous et remonté avec les prises. L'emploi de ces filets est limité aux mois d'août et septembre.

La « folle » pour la capture des tortues, le filet fond et le trémail bien qu'existants dans le village ne sont pratiquement pas utilisés.

La pêche au volant se fait au moyen du « calut » qui est un treillis de nylon monté sur une armature de bois de forme conique. Pour attirer les volants qui pondent leurs œufs près de la surface de la mer, sur les débris qui y flottent, les pêcheurs jettent à la mer des feuilles de bananier attachées au canot. Ils secouent comme leurre sous la paille un volant mort à qui on a fiché dans la gueule un « baillon », morceau de bois de 25 cm de long. Dès que le poisson vient pondre, ils plongent le « calut » qu'ils relèvent aussitôt que les volants y sont pris. Cette technique a tendance cependant à être supplantée de plus en plus par le filet volant.

Le filet volant, en nylon, mesure 10 mètres de long et 3 mètres de large. Construit sans armature, il est attaché au canot. Les volants viennent y pondre et se prennent aux mailles. C'est de mars à juin que la pêche aux volants atteint sa plus grande intensité, mais il arrive que la saison se prolonge jusqu'en août.

Quant à l'épervier c'est un filet manié individuellement sur la grève. De deux mètres de diamètre, il est lesté sur toute la circonférence de petits plombs. Au centre est attaché un fil de nylon qui est passé au bras du pêcheur. Celui-ci tient l'épervier de la main droite et lance un pan avec la main gauche, ce qui a pour

effet d'ouvrir le filet avant de toucher l'eau. Il est ensuite retiré avec quelquefois des poissons pris dans les mailles.

Chacune des techniques décrites plus haut exige, pour son emploi, un type particulier de coopération. À part l'épervier qui n'est manié que par un individu isolé sur le rivage, les autres techniques font appel à une coopération plus étendue. Le canot demande au minimum un noyau de deux personnes pour pouvoir être amené à la rame à l'extérieur de la barrière des vagues, non loin du rivage. L'utilisation des lignes dans la *pêche banc* et la traîne ainsi que la nasse et le filet volant se fait individuellement mais les efforts conjugués d'au moins deux personnes sont nécessaires pour permettre une certaine efficacité, surtout pour la capture des gros poissons qui doivent être hissés à bord. La pêche aux filets z'orphies et balaous met en jeu deux canots et leur équipage, soit au total une dizaine de personnes. C'est la senne à terre qui mobilisait, avant que son usage ne décline, le groupe le plus important, jusqu'à une vingtaine de personnes y compris des femmes et des enfants. Les différentes techniques exigent donc dans le cas des lignes, des nasses et des filets volants une coopération restreinte et pour les grands filets une coopération élargie.

L'emploi des différentes techniques de pêche apparaît donc dépendant du cycle écologique propre aux variétés de poissons, ainsi que des conditions météorologiques qui déterminent en partie leur possibilité d'usage. Leur productivité reste néanmoins faible. Les prises les plus importantes s'effectuent avec les filets z'orphies et balaous (79 kilos par sortie) tandis que les lignes (traîne et piscine) et le filet volant rapportent respectivement 26 kilos et 10 kilos par canot ³². Si l'on considère la moyenne globale des poids de poisson capturé à la ligne et aux filets volants, on arrive au chiffre de 35 kilos par canot-sortie, soit une moyenne de 4,4 tonnes par embarcation⁶, par an, ce qui se rapproche beaucoup de la moyenne enregistrée pour la Martinique, soit 4,5 tonnes par an (Enquête du Cerag, 1967, p. 24).

³² Les données ci-dessus proviennent de l'évaluation des captures de 475 canots-journées, ce qui représente 26% du nombre total des sorties effectuées entre août 1971 et janvier 1972.

La distribution des engins de pêche, dans le village, dépend des investissements économiques qu'ils nécessitent. Les moteurs et les embarcations exigent les mises de fonds les plus considérables. En 1971, un gommier coûtait environ 4 000 francs et le moteur de 33 CV, 3 650 francs. Ce dernier doit être changé tous les 3 ans environ. À ce prix, s'ajoutent les frais d'entretien (huile, essence) et d'éventuelles réparations. On compte dans le village 45 gommiers, 9 yoles et 30 moteurs dont la puissance varie entre 33 et 40 CV ³³. Comme dans le reste de l'île, « la surpuissance généralisée des moteurs est génératrice de gros frais sans contrepartie » (Enquête du Cerag, 1967, p. 21). Le prix des grands filets qui peut dépasser 5 000 francs les rend prohibitifs pour la plupart des pêcheurs, d'autant plus qu'ils sont utilisés de plus en plus rarement ³⁴. Les nasses, à cause de leur prix de revient élevé (300 francs par unité) et leur perte fréquente ont une extension limitée : on en compte seulement une quarantaine au village.

Les conditions écologiques difficiles qui empêchent une exploitation à longueur d'année des territoires de pêche, les techniques à faible productivité, les investissements économiques importants qu'elles exigent, surtout pour le moteur, constituent les contraintes principales qui définissent la place technique et économique de la pêche à Grand'Rivière.

Sur le plan sociologique, le profil de la population engagée dans la pêche est le suivant. Historiquement, selon les recensements effectués à Grand'Rivière, le pourcentage des marins-pêcheurs, par rapport à la population active a été en constante augmentation entre 1894 et 1931 où il passe de 13,5% à 27% pour légèrement diminuer ensuite et se maintenir à 25% environ. Comparativement à 1931, cependant, le nombre des pêcheurs en 1971 a baissé de 35%. Ce mouvement s'accompagne d'un vieillissement de cette population, vieillissement constaté par ailleurs dans l'ensemble de la Martinique (enquête du Cerag, 1967, p. 16). À Grand'Rivière, 13,8% des pêcheurs ont entre 19 et 25 ans, 20% ont entre 26 et 35 ans et plus de 60% ont entre 36 et 55 ans. La diminution de la main d'œuvre se manifeste déjà par un sous-emploi des embarcations. 55% des embarcations seulement

³³ Chaque embarcation était sortie en moyenne 126 jours au cours de 1971.

³⁴ On compte dans le village 13 sennes, 5 folles, 10 filets z'orphies et 3 filets balaous.

sont en fait utilisées et le rapport pêcheur/embarcation est à son minimum, soit 2 J. pêcheurs par embarcation.

Parmi les pêcheurs, la ligne de clivage principale sépare les propriétaires des simples matelots. En 1971, le village comptait 33 propriétaires ³⁵. La grande majorité des propriétaires sont en même temps patrons de l'embarcation ; quelques-uns pourtant, les plus âgés, ne pratiquent plus la pêche et confient leur canot à un homme de confiance, parent ou ami, qui recrute l'équipage et dirige la navigation.

Les simples matelots constituent la main-d'œuvre employée sur les canots. Sous la direction du patron, les hommes de l'équipage transportent l'attirail de pêche jusqu'au canot, mettent l'embarcation à l'eau et, une fois arrivés aux lieux de pêche, manient les engins. Au retour, le patron se charge de l'écoulement du poisson qu'il vend au détail aux villageois ou à des revendeuses qui l'achemineront dans les communes avoisinantes. Ensuite, il sépare les rentrées selon des règles définies de partage. Entre-temps, les matelots nettoient le canot et le moteur, ramènent l'attirail au domicile du patron et font le plein d'essence pour le lendemain.

Les relations entre le patron et ses matelots s'établissent par association volontaire sur la base d'un contrat dyadique (Foster, 1963) qui les lie pour un temps indéterminé, sauf pour les inscrits maritimes qui sont tenus de demeurer sur la même embarcation. Ces associations se fondent en partie sur des liens de parenté où prédominent les relations dans la même génération (frères, beaux-frères, cousins) suivies des dyades entre générations différentes (père/fils, oncle/neveu). Ces liens de parenté jouent un rôle important dans la formation des équipages. Plusieurs patrons propriétaires réussissent à s'attacher un matelot sur leur canot en manipulant ses relations de parenté ou d'amitié, quelquefois renforcées par des liens de parrainage. Ces marins, qui sont appelés *natals*, terme qui dénote leur stabilité, travaillent souvent depuis plusieurs années avec le même patron, contrairement aux « passe-partout » ou amateurs qui migrent souvent de canot. Sur 26 canots, 14 avaient à leur bord un *natal*. Dans 12 cas la relation qui lie le *natal* au

³⁵ En 1971, 45% d'entre eux possédaient 1 canot, 48% deux embarcations et 7% trois ou quatre embarcations.

patron est parentale et dans 2 cas, rituelle. Ces *natal*s par leur permanence permettent au patron de sortir de façon régulière en mer et de ne pas dépendre des fluctuations de la main-d'œuvre. Une corrélation significative apparaît d'ailleurs entre le nombre de sorties et la présence d'un *natal*, comme le montre le tableau 10.

La présence des *natal*s dépend par ailleurs de la relation avec le responsable du canot. Les propriétaires qui ne sortent pas avec leur canot et qui les confient à des patrons n'ont pas de *natal*s sur leur embarcation (tableau 11).

Tableau 10
Répartition des sorties selon la stabilité de l'équipage

[Retour à la table des matières](#)

Stabilité	Nombre de sorties					
	19-80		81-111		Total	
	N	%	N	%	N	%
Natal	4	15,3	10	38,5	14	53,8
Pas de natal	10	38,5	2	7,7	12	46,2
Total	14	53,8	12	46,2	26	100%

Tableau 11
*Répartition des natal*s selon le type de responsabilité

[Retour à la table des matières](#)

Stabilité	Responsabilité					
	Patrons-propriétaires		Patrons		Total	
	N	%	N	%	N	%
Natal	14	53,8	0		14	53,8
Pas de natal	5	19,3	7	26,9	12	46,2
Total	19	73,1	7	26,9	26	100%

Ceci joue sur la fréquence des sorties puisque les canots dirigés par les patrons sortent beaucoup moins souvent que ceux des patrons-propriétaires (tableau 12).

On peut supposer que cette différence tient à la dépendance du patron envers le propriétaire qui décide en dernier ressort de l'utilisation du canot et par conséquent de ses sorties. De ce fait, les patrons ne peuvent pas assurer à leurs matelots une régularité comparable à celle qu'offre un patron-propriétaire. Le natal permet donc au patron de s'assurer l'équipage minimal nécessaire afin d'aller en mer, et représente une possibilité de contrecarrer les fluctuations de l'équipage rendues plus critiques par le manque de main-d'œuvre.

Tableau 12
Répartition des sorties selon le type de responsabilité

[Retour à la table des matières](#)

Responsabilité	Nombre de sorties					
	19-80		81-111		Total	
	N	%	N	%	N	%
Patrons-propriétaires	7	26,9	12	46,2	19	73,1
Patrons	7	26,9	0		7	26,9
Total	14	53,8	12	46,2	26	100 %

La flexibilité de l'équipage, notable chez les pêcheurs antillais, se retrouve aussi à Grand'Rivière qui n'échappe pas à la règle que Benoist (1959, p. 284) énonçait ainsi : « Ce qui frappe l'observateur c'est l'extrême indépendance de chaque pêcheur. Pas de véritable hiérarchie, une fluidité extrême de l'emploi [... 1 l'impossibilité pour un patron de disposer d'une équipe de salariés. Le matelot n'agit pas sous les ordres du patron, mais il s'associe à lui provisoirement. » Les simples matelots, à part les nats, préfèrent en effet utiliser une coalition « singlestranded » basée sur un intérêt particulier et à court terme, à la relation « manystranded » ³⁶, qui s'oppose aux objectifs prioritaires que les marins-pêcheurs se

³⁶ Parmi les critères que Wolf (1966, p. 81) utilise pour catégoriser les coalitions chez les paysans, il retient « le degré selon lequel les coalitions sont formées entre des personnes qui partagent plusieurs intérêts ou sont liées par un seul

donnent et qui sont d'ordre économique : s'assurer les rentrées d'argent maximum, sans sacrifier leur liberté de manoeuvre, indépendante des relations qu'ils entretiennent avec le patron de l'embarcation. Cette mobilité semble due à la conjonction de plusieurs facteurs qui interviennent dans les décisions des pêcheurs.

L'évaluation des conditions météorologiques et des risques qui peuvent en découler déterminent en partie les décisions des patrons d'aller en mer ou de rester à terre, compte tenu des frais sans contrepartie occasionnés par les sorties qui s'avèreraient infructueuses. Les réparations du canot ou du moteur peuvent empêcher les propriétaires d'aller à la pêche. Ainsi, d'un jour à l'autre, le nombre des canots qui vont en mer peut fluctuer beaucoup, ce qui oblige les marins-pêcheurs à se trouver une place sur une autre embarcation ou à rester au village. En outre, on peut supposer que la compétence, l'expérience et la chance des patrons jouent sur la mobilité. L'évaluation d'une bonne journée de pêche dépend du poids du poisson capturé et de sa qualité. En effet, les différentes variétés de poisson sont classées par catégories, selon un arrêt préfectoral qui fixe les prix plafonds et leurs variations. Les poissons rouges, les plus appréciés par les clients, se vendent 3 francs de plus par kilo que les poissons blancs (thons, couliours, zorphies, etc.). Le patron doit donc tenter de combiner à la fois quantité et qualité pour obtenir le maximum de rentrées d'argent pour sa journée de pêche. En cas d'insuccès répétés, les matelots pourraient tenter leur chance sur d'autres canots. Comme sur la plantation, il n'est pas impossible que la capacité de consommation des maisons intervienne aussi sur le comportement des pêcheurs, ce qui créerait des fluctuations dans le nombre des matelots disponibles et par conséquent dans la composition des équipages, toujours remodelés en totalité ou en partie.

Avec les changements dans les règles de partage à la suite de l'introduction du moteur, les différences entre les propriétaires et les simples matelots se sont accentuées. Traditionnellement, au temps de la propulsion à voile, les prises étaient divisées en quatre parts : 2 allaient aux matelots et 2 au patron propriétaire. Le moteur a transformé cette règle coutumière aux dépens du simple matelot. Dans la pêche à la traîne et la *pêche banc*, les prises sont divisées en cinq parts. Le patron-

intérêt : [il appelle] le premier type de coalition « manystranded » et le second « singlestranded ».

propriétaire reçoit maintenant 3 parts : une pour lui, une pour le moteur et une pour l'embarcation. De plus, les frais d'essence et d'huile sont déduits avant le partage de la somme totale rapportée par la vente du poisson. Les matelots défraient donc une partie de l'amortissement du capital nécessaire à l'équipement. Quand les filets ou les nasses sont employés, les règles de partage sont différentes et augmentent la disproportion des revenus entre ces catégories. Le propriétaire reçoit la moitié des prises et le reste est divisé entre les hommes d'équipage, après soustraction des frais d'essence et d'huile. Le passage de la pêche à la ligne à la pêche au filet et à la nasse s'accompagne donc d'une augmentation de la part qui revient au propriétaire, augmentation qui correspond à l'accroissement des investissements qu'exigent ces techniques.

Les propriétaires ont été aussi favorisés par les modifications dans les statuts qui régissent le métier de pêcheur. Jusqu'en 1946, il existait un écart relativement minime entre les propriétaires et les simples matelots. Les uns et les autres cumulaient plusieurs activités économiques : artisanat, agriculture vivrière et élevage que la pêche complétait pendant la saison favorable. Avec la départementalisation, cette situation a changé à cause des législations concernant l'inscription maritime des pêcheurs et le système des allocations.

L'inscription maritime, déjà présente avant 1946, détermine l'accessibilité à des avantages sociaux importants. Les pêcheurs inscrits au rôle de la Marine ont droit en retour à une pension de retraite à l'âge de 55 ans ou après 25 ans de service, ainsi qu'à une assurance invalidité en cas d'accident de travail. À ces premiers règlements s'est ajouté depuis 1960 le système des allocations familiales qui, contrairement à la législation appliquée aux ouvriers agricoles, ne sont pas versées selon le nombre de jours travaillés mensuellement mais tous les mois, indépendamment de la fréquence des sorties en mer. Pour pouvoir profiter de tous ces avantages, le pêcheur doit verser une cotisation qui était, en 1971, de l'ordre de 1 500 francs par an. Le paiement de cette somme est assumé en partie par les allocations familiales qui constituent un supplément monétaire constant, dépendant du nombre d'enfants. Or, on note que dans les maisonnées des simples matelots le nombre d'enfants est beaucoup moins élevé que chez les propriétaires. Alors que 59% des matelots avaient moins de 4 enfants, ce pourcentage n'était que de 6,7% chez les propriétaires. Dans ces conditions, les avantages monétaires qu'ils retirent

du nombre élevé d'enfants favorisent les propriétaires qui ont les moyens de payer le rôle. Au contraire, chez les simples matelots, l'inscription maritime n'est pas rentable : son coût dépasserait les profits qu'ils en retireraient, car ils auront à déboursé une somme importante, distraite de leurs revenus. En revanche, ils ne peuvent recevoir ni allocations familiales ni avantages sociaux, à moins que leur épouse ne travaille et soit éligible aux prestations.

Les effets conjugués de ces changements se sont traduits par une diminution significative du cumul d'emplois chez les propriétaires. La plupart d'entre eux n'avaient pratiqué qu'un seul métier, surtout artisanal, avant de s'engager à temps plein dans la pêche, abandonnant aussi l'agriculture vivrière et/ou l'élevage. Cette spécialisation est plus limitée chez les simples matelots. Leur histoire occupationnelle montre qu'à part le métier de pêcheur, ils avaient exercé alternativement entre 2 et 4 métiers, sans compter les activités complémentaires qu'ils continuent de cumuler pour subvenir à leurs besoins ³⁷. Ainsi, en 1971, pendant la mauvaise saison, 20% des matelots abandonnèrent la pêche pour s'engager comme cantonniers ou ouvriers agricoles.

Contrairement aux dires de Price (1966) on ne peut pas parler d'homogénéité en ce qui concerne les pêcheurs de Grand'Rivière. Les innovations techniques et les législations ont hâté l'émergence d'une stratification économique et sociale, clairement démarquée. Celle-ci contraste avec le système traditionnel, relativement égalitaire, qui cède la place à des types de rapports interpersonnels nouveaux.

L'éthos individualiste des pêcheurs martiniquais décrit par Benoist (1959) et Price (1964) semble s'être renforcé. Le monde de la pêche est en effet marqué par un esprit de rivalité et de compétition intense que les pêcheurs expriment clairement. Le manque de confiance entre les marins, la jalousie devant le succès des autres, constituent le leitmotiv de leur perception : « La devise des pêcheurs, disent-ils, c'est chacun pour soi. » « Le marin est personnel. » « Dans la pêche, il n'y a ni frères ni parents. »

³⁷ Cet aspect sera traité de façon plus extensive au chapitre suivant.

Cette tension entre pêcheurs se concrétise dans des querelles et des actes hostiles qui visent à faire échouer les tentatives concurrentes. Par exemple, en mer, un canot essaiera d'empêcher un autre canot d'accomplir les opérations de pêche, il passera à travers les filets déployés pour les déchirer il coupera les lignes ou il gênera l'évolution des embarcations. Tout se passe comme si, malgré le fait que la mer soit une ressource illimitée ouverte à tous, le succès d'un pêcheur portait préjudice à la réussite des autres. Les pêcheurs élaborent des stratégies multiples pour soutirer des renseignements utiles sur la localisation des bancs de poisson, en incitant, le soir au café, les pêcheurs les plus heureux à livrer leur secret. D'autres n'hésitent pas à suivre en mer les canots des concurrents pour repérer les lieux propices et les « bancs ».

Pour se protéger, les pêcheurs s'adonnent à des rituels magiques. Les canots et les engins de pêche sont soumis à des purifications multiples censées contrecarrer tout acte de malveillance et déjouer les sorts qui risqueraient de menacer le succès de la pêche. Les embarcations sont protégées par des croix de bois d'essences diverses clouées au fond du canot. À la proue et dans la boîte à lignes, le pêcheur place des pentacles, parchemins marqués des signes cabalistiques qu'un quimboiseur (ou magicien local) leur a fournis. Avant le départ, les canots sont aspergés d'eau de mer, fouettés avec des branches d'acacia ou lavés avec des décoctions d'herbes, tandis qu'on murmure des prières. Comme protection personnelle, le pêcheur porte des médailles religieuses et, s'il a eu une bonne journée de pêche, il ne laissera pas ses vêtements dehors la nuit tombée, de peur que ses concurrents ne les ensorcellent et ne compromettent sa réussite future.

Dans ce climat, toutes les tentatives faites pour former un syndicat se sont soldées par un échec. En 1966, une assemblée générale des pêcheurs eut lieu pour créer un syndicat dont les buts étaient d'assurer « la défense des intérêts matériels et moraux des corporants et d'agir en vue de la promotion professionnelle et sociale des travailleurs de la mer ». Les cotisations furent versées pendant l'année en cours, puis l'association tomba dans l'oubli faute d'intérêt. On retrouve des phénomènes parallèles aux Saintes où Archambault (1972, p. 291) note que « l'augmentation des querelles et des pratiques magiques est [...] l'expression concrète de déséquilibre instauré par l'introduction du moteur et des nouvelles techniques de sennage ... » Sans pouvoir dans le cas de Grand'Rivière déterminer si ces compor-

tements rituels se sont multipliés effectivement, il est frappant de constater la similitude qui existe avec les Saintes dans ce domaine ; cette similitude pourrait être attribuée aux mêmes facteurs dans les deux cas.

L'introduction du moteur et les réglementations juridiques particulières appliquées aux pêcheurs, constituent les pôles principaux qui ont affecté la pêche à Grand'Rivière. Elles ont entraîné une série de modifications en chaîne dans l'écologie, l'utilisation des techniques et les caractéristiques socioéconomiques de cette strate professionnelle.

Le moteur, innovation majeure adoptée par les pêcheurs, a allongé le temps consacré à la pêche et les distances parcourues, tout en réduisant les contraintes d'ordre météorologique. De ce fait, la zone côtière, auparavant propice à la senne, a été abandonnée. En contrepartie, les règles de partage traditionnelles ont été redéfinies au profit des propriétaires, qui ont à assumer les frais d'investissement et d'entretien de plus en plus lourds. Ces derniers ont de plus été favorisés par les avantages sociaux qui sont rattachés à l'inscription maritime et qui découlent des caractéristiques démographiques des maisonnées qu'ils dirigent.

La différenciation entre les matelots et les propriétaires jusqu'alors minime est accompagnée d'une spécialisation plus poussée dans la pêche de la part des propriétaires, tandis que les rapports entre les pêcheurs semblent s'orienter vers un individualisme plus accentué.

Comme sur la plantation de Bellevue, la diminution de la main-d'œuvre menace la viabilité de cette branche de production dont la marginalité va en s'accroissant.

Un village du bout du monde.

Chapitre V

L'agriculture vivrière et l'élevage

[Retour à la table des matières](#)

Les activités secondaires que sont l'agriculture vivrière et l'élevage n'occupent plus qu'une place limitée dans le système économique villageois et ont tendance à diminuer constamment. Lié à la dépendance grandissante de Grand'Rivière par rapport aux produits de consommation importés et lié aux changements dans les besoins des Riverains, ce déclin n'est pas uniforme mais suit des lignes de force spécifiques : la stratification professionnelle et la variation des charges familiales.

Les Riverains font des jardins dans les zones non cultivées des plantations bananières, sur les propriétés abandonnées de Malakoff et Fonds-Moulin, et sur de petites propriétés familiales dont certaines remontent au démembrement de l'habitation Grand'Rivière au début du XXe siècle.

Vingt-cinq familles possèdent de petites propriétés dont la superficie moyenne est de 1,25 hectare. Ces terres qui furent transmises par héritage ne sont pas divisées, mais possédées collectivement par tous les héritiers, qui en ont le droit d'usage. Ceux qui le désirent peuvent y faire leurs jardins et de l'élevage. Peu de conflits surviennent quant à l'utilisation de ces terres, à cause de l'émigration des propriétaires et la diminution de l'importance de l'agriculture.

La majorité de ceux qui ne possèdent pas de terres peuvent faire de l'agriculture sur les terres des plantations. Antérieurement, pour pouvoir utiliser le sol, les locataires devaient verser entre la moitié et le tiers de leurs récoltes au propriétaire. Cette forme de rente a disparu aujourd'hui et les propriétaires ne l'exigent plus, car cette redevance serait tout au plus symbolique, étant donné la faiblesse de la production. De plus, dans le cas de Bellevue, l'accès à la terre peut être un moyen de retenir les ouvriers en leur offrant un avantage marginal. Les propriétaires de Malakoff, par contre, ne tirent aucun avantage de ce prêt gratuit de terre, puisque cette plantation est pratiquement abandonnée.

Les Riverains cultivent des plantes vivrières indigènes ou « légumes pays » et des légumes d'origine européenne. Les ignames (*Dioscorea sp*) dont on distingue plusieurs types (« portugaise », « Saint-Martin », « Saint-Vincent », « poule », « jaune », « guinée ») ; les choux caraïbes (*Xanthosoma sagittifolium*), les choux de Chine (*Colocasia antiquorum*) et les patates douces (*Ipomea batatas*) sont le plus couramment cultivés. À ces légumes s'ajoutent les citrouilles, les bananes, (*macandja* et figues naines), l'arbre à pain (*Artocarpus incisa*), les cocotiers, avocatiers, manguiers, orangers et mandariniers. Quant au manioc (*Manihot utilisima*), il a disparu à la suite de son remplacement par le pain de farine de froment importé.

Ces cultures sont complétées par les légumes d'origine européenne (laitues, haricots, carottes, oignons, choux, radis, concombres et courges). De plus, une soixantaine de plantes servent à la pharmacopée locale.

Le cycle de plantation dépend des légumes considérés, Les choux de Chine et caraïbes se plantent au début du carême et de l'hivernage et sont récoltés 10 à 12 mois après. Les ignames se plantent au début du carême et sont récoltées entre 7 et 12 mois après pour les « portugaises », « poules », « jaunes » et « guinée », tandis que les « Saint-Vincent » et les « Saint-Martin » sont récoltées dix mois après. On plante les patates pendant le « carême » et en novembre-décembre pour les récolter six mois plus tard. Les légumes d'origine européenne n'ont pas de saison fixe de plantation. Ils sont semés à n'importe quel moment de l'année et sont récoltés 3 à 4 mois après. Le calendrier des plantations tient compte des phases lunaires qui sont censées influencer la croissance des plantes. Les cycles des « lé-

gumes pays » qui constituent encore des éléments importants de l'alimentation se recourent donc pour fournir des tubercules toute l'année.

Le choix du terrain est fonction de la fertilité de la terre qu'indique l'abondance de la végétation. Un second critère de choix est pris en considération : la distance par rapport au village. Cependant, vu l'importance des étendues non cultivées, les agriculteurs vivriers n'ont pas à se disputer l'obtention des terres. Une fois la zone choisie, le défrichage s'effectue. Les agriculteurs abattent les arbres à la hache et coupent au coutelas les herbes et les arbustes. Suivant l'épaisseur de la végétation, cette opération prend une à deux semaines/homme par hectare. Une fois les arbres coupés et tronçonnés, et les herbes arrachées, on les laisse sécher quelque temps puis on y met le feu. Les cendres servent d'engrais naturel.

Par contre, si le terrain a déjà été utilisé, le « dégradage » suffit. Dans ce cas, la couverture végétale est enlevée mètre par mètre à la houe et enfouie à mesure. Cette opération est plus courte que le défrichage et nécessite 5 jours/homme par hectare. Lorsque la préparation du sol est terminée, ce qui s'effectue vers la fin du « carême », pendant les mois de juin et juillet, avant le début des grosses pluies, la plantation peut commencer.

Les « légumes pays » peuvent être mêlés sur la même surface, mais généralement les patates se cultivent à part, car leurs tiges rampantes nuisent aux autres plantes. Les choux de Chine et les choux caraïbes, dont les plants proviennent de légumes déjà récoltés, se plantent à environ 20 cm de profondeur, à 1 mètre de distance. Les ignames demandent des fosses plus profondes (30 à 40 cm) et on ajoute des tuteurs sur lesquels viendront s'enrouler les tiges volubiles. On utilise aussi les arbres comme tuteurs naturels. Les boutures de patates douces sont placées à 10 cm de profondeur, à 50 cm de distance, avant de les recouvrir de terre. Enfin, les graines d'oignons, de laitues et de carottes sont jetées à la volée, tandis que l'on sème les haricots verts un par un, dans des trous à intervalles de 10 cm. Généralement aucun engrais n'est utilisé pour les légumes.

On enfouit les surgéons des bananiers dans des trous de 30 cm de profondeur et de 50 cm de largeur. Comme sur les plantations bananières, l'oeilletonnage permet de supprimer la plupart des rejetons, pour ne laisser pousser que les plus

vigoureux. Pendant la pousse, deux sarclages, l'un 2 mois après la plantation, l'autre 5 à 6 mois plus tard, permettent d'éliminer les plantes parasites. On utilise généralement le même sol pendant un ou deux ans avant de l'abandonner en jachère pour une même période de temps.

La production en légumes reste difficile à estimer précisément en raison de l'étalement et du chevauchement des récoltes. La quantité serait en moyenne d'environ 60 kilos de choux, 200 kilos de patates et 250 kilos d'ignames par an par hectare. Il faut plus nuancer ces chiffres car les légumes ne sont pas récoltés entièrement et pourrissent en terre. Le caractère d'appoint de l'agriculture vivrière se saisit mieux si l'on tient compte de la superficie des jardins qui est en moyenne de 750 mètres carrés.

La force de travail provient de l'unité de production domestique, en particulier du chef de ménage, aidé de parents proches ³⁸. Ainsi, sur 100 maisonnées qui font de l'agriculture, 56% des chefs de ménage ont travaillé à leur jardin tout seul, 18% avec l'aide de leurs fils, beau-fils, père, frère, oncle. 16% avaient fait appel à des personnes étrangères à leur réseau de parenté, sur la base d'un échange de travail dans des occasions critiques comme le défrichage et le dégradage. Ces dernières relations de travail sont basées sur des liens d'amitié ou de voisinage. 10% ont eu recours au paiement de salaires d'environ 20 francs par jour pour les opérations agricoles de préparation de la terre. Ce sont surtout les marins-pêcheurs propriétaires qui ont utilisé cette forme de travail. À cause des sorties en mer, ils n'ont pas le temps d'aller sur leurs jardins et trouvent plus rentable de payer une personne pour accomplir cette opération. Les agriculteurs qui plantent des haricots payent aussi des ouvriers pour la plantation et la récolte. Le développement du travail agricole sur une base salariale reste cependant limité à cause de l'importance de moins en moins considérable de ce secteur de production.

Comme nous l'avons noté dans le chapitre second, la départementalisation a entraîné une baisse de la production vivrière à la suite de l'introduction des pro-

³⁸ Dans le passé, les échanges de travail étaient beaucoup plus importants. Les coups de main comptaient jusqu'à 12 personnes qui s'échangeaient des journées de travail à tour de rôle.

duits alimentaires importés de France, ce qui provoqua la chute des prix des « légumes pays » qui ne pouvaient concurrencer les nouveaux produits. Ce phénomène est aussi apparent à Grand'Rivière. En 1956, Lewis, un anthropologue qui passa un été dans le village, notait que presque toutes les maisonnées possédaient des jardins et que peu de personnes achetaient des légumes : « En fait, il y a trop de cultivateurs dans le village car il n'y a pas de marché à proximité. Il y a abondance de légumes pour la maisonnée mais aucun besoin n'existe d'en faire pousser plus car personne n'en achète » (Lewis, 1956, p. 33). Depuis lors, la consommation des aliments importés s'est accentuée, réduisant de la sorte l'autosuffisance des maisonnées. Les denrées alimentaires locales ont cédé la place aux féculents, aux pâtes alimentaires, à la farine et au pain qui sont achetés dans les boutiques du village ou dans les marchés de Fort-de-France. Ces changements dans les normes d'alimentation n'échappent pas aux Riverains qui déclarent souvent : « Beaucoup moins de gens font des jardins parce que les enfants n'aiment plus les légumes et préfèrent le pain. »

Tableau 13
Répartition de l'agriculture selon la catégorie socioprofessionnelle*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie professionnelle	Jardins	
	N	%
Ouvriers agricoles et manoeuvres	51	50,4
Pêcheurs	37	36,7
Artisans et maçons	13	12,9
Chauffeurs et commerçants	0	--
Fonctionnaires	0	--
Total	101	100

*Nous n'avons considéré que les chefs de maisonnées qui pratiquent un métier et nous avons éliminé les femmes, chefs de ménage, qui par définition dans le village ne pratiquent pas l'agriculture.

Les villageois, en effet, ont tendance à se conformer aux modèles métropolitains dont la diffusion se généralise, que ce soit dans le domaine de la mode vestimentaire ou dans celui des appareils ménagers. L'abandon de l'alimentation traditionnelle s'inscrit dans une transformation générale des normes de consommation. Cependant comme 60,4% des chefs de famille actifs continuent à faire de l'agriculture, il s'agira d'établir quels sont les facteurs qui peuvent expliquer la rétention ou au contraire le délaissement de cette activité.

Les lignes de clivage socioprofessionnelles constituent le premier niveau d'analyse pertinent et le tableau 13 montre clairement que la fréquence de la présence des jardins diminue selon un ordre qui rejoint la classification que l'on peut faire des professions selon leurs revenus. Parmi ceux qui font des jardins, 50,4% sont ouvriers agricoles et manoeuvres, 36,7% sont pêcheurs et 12,9% sont artisans et maçons. Les chauffeurs, les commerçants et les fonctionnaires ne font pas d'agriculture vivrière. Or, le temps social disponible pour l'agriculture influence aussi indirectement son importance. Ainsi les ouvriers qui travaillent à la tâche peuvent, sitôt leur journée de travail achevée, aller sur leurs jardins. Pour les pêcheurs, la situation est différente. L'introduction du moteur, en allongeant la saison de pêche, a rendu moins nécessaires les activités complémentaires cruciales en période creuse, en même temps qu'il réduisait le temps qui leur était consacré. Néanmoins à l'intérieur du groupe des pêcheurs, il existe une différence entre les patrons propriétaires et les simples matelots. Ces derniers en situation d'incertitude quant à leurs revenus les complètent avec les produits des jardins qui constituent une garantie en cas de coup de malchance. Les patrons propriétaires au contraire, mieux rémunérés et assurés de revenus plus constants, s'adonnent moins à l'agriculture (tableau 14).

Tableau 14
Répartition de l'agriculture selon le statut de pêcheur

Catégorie de pêcheurs	Agriculture	
	N	%
Propriétaires	14	37,8
Matelots	23	62,2
Total	37	100

Le déclin de l'agriculture vivrière chez les patrons propriétaires a été hâté par l'introduction des allocations familiales dont l'impact serait similaire à celui occasionné par les envois de fonds, de la part des immigrants antillais installés en Angleterre, à leurs parents restés sur les îles où l'on constate une diminution des surfaces cultivées (Manners, 1965, Frucht, 1968). Néanmoins, comme dans les autres strates professionnelles, l'agriculture reste importante. Elle constitue encore une ressource complémentaire qui s'ajoute aux revenus acquis par l'intermédiaire d'une profession principale.

Les charges familiales viennent renforcer la nécessité de cette activité secondaire, ce qui a été déjà noté dans les études effectuées dans d'autres communautés antillaises. 21,7% des maisonnées à faible capacité de consommation font de l'agriculture vivrière. Ce pourcentage monte à 31,8% pour les maisonnées à moyenne capacité et atteint 46,5% dans les cas de maisonnées à forte capacité, ce que démontre le tableau 15 ³⁹.

Ces mêmes tendances se retrouvent dans l'élevage. Les Riverains élèvent des bovidés qui sont gardés attachés à des piquets près des jardins ou dans les zones d'herbage sur les plantations. Avec l'introduction des désherbants, le fourrage diminue, ce qui amène les propriétaires à déplacer fréquemment les bêtes ou à les

³⁹ Dans son étude sur le cumul d'occupations, Comitas (1963, p. 45) remarquait : « Quand le jeune adulte commence d'assumer la responsabilité d'un foyer, il s'aperçoit qu'il doit aussi faire de l'agriculture sur une terre familiale, louée ou qui lui appartient. »

mener dans de nouveaux pâturages. Quant aux cochons, ils sont enfermés dans des enclos faits de planches et de bambou. La nourriture provient des déchets domestiques auxquels on ajoute des bananes cuites pour les engraisser. Les animaux de basse-cour, qui servent à la consommation domestique, sont nourris à la pulpe de noix de coco séchée et râpée.

Les membres de la maisonnée s'occupent du cheptel mais dans le cas du gros bétail, une coopération peut s'établir entre deux partenaires dont l'un va prendre en charge les animaux. Une fois qu'ils sont arrivés à maturité, les deux partenaires les vendent et partagent les revenus entre eux, à part égale. Les petits qui naissent pendant la période de garde appartiennent aux deux parties. Le bétail sert surtout à la consommation locale. Le boucher de Grand'Rivière abat environ 70 cochons et 75 bovidés par année dont une partie est importée d'autres communes. De plus, il est de coutume que les chefs de famille réservent un cochon pour préparer le boudin créole et la viande qui servent aux repas pendant la période des fêtes de fin d'année. Le surplus sera vendu aux familles qui ne font pas d'élevage.

Tableau 15
Répartition des jardins selon la capacité de consommation des maisonnées

[Retour à la table des matières](#)

Capacité de consommation	Jardins	
	N	%
1 -2,99	22	21,7
3 -5,99	32	31,8
6 et plus	47	46,5
Total	101	100

* Ces indices ont été calculés à partir de ceux proposés par Epstein (cf. note 23, p. 66).

Comme pour l'agriculture vivrière, l'importance de l'élevage varie selon les segments professionnels. Les ouvriers agricoles et les manœuvres élèvent en moyenne plus de bêtes que les autres groupes. Le troupeau moyen dans les maisonnées d'ouvriers agricoles comprend une à deux vaches, quatre cochons et une douzaine de poules et canards auxquels s'ajoutent un ou deux moutons.

Les pêcheurs et les autres groupes élèvent plus rarement les bovidés et l'élevage des cochons et des animaux de basse-cour est plus restreint (un ou deux cochons et moins d'une douzaine de gallinacés ou d'analidés). Bien que quantitativement l'élevage varie selon les strates professionnelles, les maisonnées avec grande capacité de consommation ont tendance à faire plus d'élevage que les unités plus restreintes (tableau 16).

Tableau 16
Répartition de l'élevage selon la capacité de consommation des maisonnées

[Retour à la table des matières](#)

Capacité de consommation	Élevage	
	N	%
1 -2,99	25	23,1
3 -5,99	33	30,5
6 et plus	50	46,4
Total	108	100

Deux facteurs principaux rendent compte de la variation de la place de l'agriculture vivrière et de l'élevage dans le village : la stratification professionnelle et les charges familiales. Ce sont les ouvriers agricoles qui pratiquent le plus souvent

l'agriculture vivrière et l'élevage, activités qui ont tendance à décroître dans les autres groupes. La différence des revenus et le degré d'incertitude qui sont rattachés aux métiers expliquent en partie que ces activités secondaires continuent à se perpétuer. La grandeur des unités de consommation vient cependant recouper la variable socioprofessionnelle et constitue une seconde contrainte qui ralentit le processus d'élimination des activités secondaires.

La présence de ces branches de production est beaucoup plus rare dans les maisonnées où les charges familiales sont minimales, contrairement aux unités plus grandes. Dans ces dernières, l'agriculture et l'élevage assurent encore une partie de l'alimentation et fournissent des revenus complémentaires nécessaires aux besoins de la maisonnée.

Les hypothèses de Comitas (1964) à propos du cumul d'emplois se trouvent donc vérifiées et élargies. À Grand'Rivière, le cumul d'emplois, comme en Jamaïque, dépend des charges familiales et l'étude de la distribution de ces activités secondaires montre que la variable socioprofessionnelle influence la répartition de ce cumul. En dernière analyse cependant, l'abandon de ces activités n'aurait pas pu se réaliser sans l'introduction des produits importés de la métropole qui remplacent les produits locaux et les rendent en partie superflus.

Un village du bout du monde.

Chapitre VI

Les structures familiales et communautaires

[Retour à la table des matières](#)

La départementalisation n'a pas seulement transformé les caractéristiques du système de production et le comportement des agents économiques. Elle a aussi provoqué des transformations dans la structure démographique du village. Les migrations ont atteint les forces vives de la population riveraine, ce qui s'est accompagné d'une crise de la main-d'œuvre dont nous avons souligné les effets dans les chapitres précédents. Elles ont aussi remanié la composition des maisonnées et les relations rituelles. L'insertion plus poussée du village dans le réseau social martiniquais et le renforcement des associations volontaires tendent par ailleurs à modifier l'organisation communautaire.

La population de Grand'Rivière a relativement peu varié depuis la fin du XIX^e siècle, malgré l'amélioration des conditions hygiéniques et de santé qui diminuèrent le taux de mortalité alors que le taux de natalité restait très élevé (350/00 environ) ⁴⁰. Entre 1894 et 1954, le nombre moyen des habitants se situait autour de 1 200 pour augmenter légèrement depuis lors (tableau 17).

⁴⁰ Le taux de mortalité passait de 18,30% entre 1910 et 1946 à 12% entre 1946 et 1971, tandis que le taux de natalité se maintenait à environ 35% pour la pé-

Tableau 17
Évolution de la population entre 1894 et 1971

[Retour à la table des matières](#)

Année	1894	1910	1921	1931	1946	1954	1961	1968	1971
Population	1 210	1 069	1 102	1 056	1 162	1 210	1 483	1 461	1 460

Cet équilibre relatif du chiffre de la population se comprend lorsqu'on considère le mouvement migratoire.

À partir du calcul de l'accroissement naturel et en assumant que l'immigration était nulle, le solde migratoire annuel approximatif reste stable entre 1910 et 1946 pour s'accroître de façon constante, à partir de cette date, ce que souligne le tableau 18.

Tableau 18
Solde migratoire de Grand'Rivière 1910-1971

[Retour à la table des matières](#)

Période	1910- 1921	1922- 1931	1932- 1946	1947- 1954	1955- 1961	1962- 1968	1969- 1971
Solde migratoire	-125	-143	-189	-72	-115	-250	-166
Solde migratoire annuel moyen	-1,4	1,4	1,2	- 9	- 16	- 35	- 55

C'est donc depuis la départementalisation que le processus d'émigration a pris de l'ampleur. Cette tendance est confirmée par les chiffres du dernier recensement effectué en 1974. La population de Grand'Rivière est tombée à 1.291 habitants, soit une diminution de 11,5% par rapport à 1971. Les facteurs qui expliquent ces

riode de 1910-1971. Ces indices ont été calculées à partir des registres d'état civil de Grand'Rivière.

migrations tiennent à la fois des conditions particulières au village et de l'attraction grandissante que suscite la vie urbaine et métropolitaine. L'absence des débouchés économiques nouveaux dans le village, la désaffection envers le travail agricole et maritime, leur accession à l'éducation secondaire et technique ont favorisé le départ de plus en plus massif des Riverains, attirés par un mode de vie conforme aux modèles proposés par la culture globale.

Deux pôles d'attraction dominant comme centres d'émigration : la capitale, Fort-de-France et la métropole. Sur 232 émigrants ⁴¹ que nous avons pu retracer, 42% avaient choisi Fort-de-France, souvent étape intermédiaire avant la France, 38% la métropole, 13% d'autres communes de l'île et 7% les autres territoires français et l'Amérique du Nord. Ces émigrants se recrutent surtout parmi les diplômés ou les ouvriers spécialisés. 43% sont des commerçants, des employés, des fonctionnaires qui travaillent dans les services postaux, ferroviaires ou comme instituteurs. 16,5% ont des métiers spécialisés (ébénistes, maçons, boulangers, peintres, couturières et coiffeuses) ; 16,5% sont des militaires de carrière ou qui se sont engagés récemment dans l'armée ; 17% sont des femmes de ménage. Les ouvriers agricoles et les pêcheurs ne constituent que 6% dans l'ensemble et les 2% restant comprennent surtout des retraités.

La répartition des professions met en relief le caractère particulier qu'a pris l'émigration. La départementalisation, par ses effets, a décentré les individus par rapport à leur communauté. Elle les forme à des fins qui dépassent le cadre restreint du village et même de l'île, pour les amener à assumer des fonctions nouvelles dans un ensemble complexe défini par la métropole.

Les récentes vagues d'émigration n'ont pas été sans conséquences sur la pyramide d'âge du village (tableau 19). Celle-ci a pour traits marquants un fléchissement dans le groupe d'âge de moins de 5 ans et une irrégularité très grande dans les strates d'âge supérieures. La distribution par sexe reste cependant équilibrée (49,1 % d'hommes pour 50,9% de femmes), ce qui laisse penser que l'émigration

⁴¹ Cet échantillon a été établi à partir des radiations effectuées sur les listes d'élection de la commune. Les destinations ainsi que la distribution des métiers ont été établies grâce au facteur du village. Le métier n'a pu être retracé pour 16% de l'échantillon.

touche les deux sexes. L'évolution des groupes d'âge entre 1954 et 1971 a amené une diminution de la population active et une augmentation du taux de dépendance dans le village (tableau 20).

Tableau 19
Pyramide d'âge de Grand'Rivière en 1971

[Retour à la table des matières](#)

Tableau 20
Évolution des groupes d'âge entre 1954 et 1971

[Retour à la table des matières](#)

Année	Groupe d'âge			
	20 ans	20-39 ans	40-59 ans	60 ans et +
1954	51,7%	25,7%	15,9%	6,7%
1961	59,7%	34,8%		6,4%
1967	60,4%	17,5%	14,2%	7,6%
1971	59,8%	13,9%	16,8%	9,5%

Les groupes d'âge de moins de 20 ans et de plus de 60 ans constituent à présent 70% de la population totale. Cette situation risque de devenir tragique pour Grand'Rivière, si les mouvements de migration se prolongent. En effet, le départ des jeunes gens et des jeunes femmes diminuera le nombre des naissances au village d'où le tarissement des sources de remplacement de la population condamnée à un lent vieillissement. Déjà ce débalancement démographique commence à peser sur les structures familiales.

Les récentes recherches consacrées à la famille antillaise (Frucht, 1966 ; Gonzalez, 1969 ; Sharpe, 1973) montrent que les migrations déterminent en partie la composition des maisonnées, surtout celles qui comprennent les grands-parents et leurs petits-enfants, sans génération intermédiaire. À Grand'Rivière, la comparaison de la ré

Tableau 21
Répartition des types de maisonnée en 1927 et en 1971 ⁴²

[Retour à la table des matières](#)

Types de maisonnée	1927		1971	
	N	%	N	%
A. génération unique	69	29,6	69	24,4
1) femmes seules	17	7,4	31	10,8
2) hommes seuls	28	11,9	14	4,9
3) couples sans enfants	21	9	21	7,3
4) siblings	3	1,3	3	1,4
B. 2 générations adjacentes	130	55,3	162	58,5
5) familles nucléaires	75	31,8	110	38,4
6) familles nucléaires et coll.	19	8,2	12	4,2
7) mère et enfant	27	11,2	26	9,1
8) père et enfant	5	2,2	7	3,7
9) père ou mère, enfant et coll.	3	1,4	4	1,6
10) tante et nièce	1	0,5	3	1,5
C. 3 générations adjacentes	23	10,2	33	12,0
11) mère, père, enfant et petits-enfants	7	3,1	23	8,5
12) père, enfants et petits-enfants	10	4,4	10	3,5
13) mère, enfant, petit-enfant et coll.	2	0,9	—	—
14) père, enfant, petit-enfant et coll.	2	0,9	—	—
15) père, mère, enfant, petit-enfant et coll.	2	0,9	—	—
D. 2 générations alternées	9	3,8	14	5,3
16) grand-mère, grand-père et petit-enfant	4	1,6	10	3,5
17) grand-mère et petit-enfant	4	1,7	3	1,5
18) grand-mère, petit-enfant et coll.	1	0,5	1	0,3
Total	234	100	282	100

Répartition des types de maisonnée pour 1927 et 1971 (tableau 21) fait apparaître une même tendance, bien qu'elle soit encore minime. En 1971, 24,4% des maisonnées incluaient une seule génération, surtout des femmes et des hommes seuls, comparativement à 29,6% en 1927. 58,5% des maisonnées comprennent

⁴² Les données proviennent du recensement de 1927 qui donne la composition des maisonnées.

deux générations successives où prédominent les familles nucléaires, en augmentation de 6,6% par rapport à 1927. Le pourcentage de foyers comprenant le père ou la mère avec les enfants reste stable pour les deux périodes. 12% des maisonnées comptent trois générations et 5,3% deux générations alternées, ce qui se rapproche des chiffres du recensement de 1927. Les maisonnées qui se composent d'un couple ou d'un parent avec lesquels vivent les enfants et/ou les petits-enfants se sont accrues significativement pour passer de 10,8% en 1927 à 17% en 1971.

Afin de réduire la multiplicité des types de maisonnée, nous avons repris les catégories plus simples proposées par Rodgers (1965)⁴³ ce qui nous permettra de déterminer les grandes lignes du changement de l'organisation familiale pour ces deux périodes. Le regroupement donne la distribution suivante (tableau 22) :

Tableau 22
Répartition des types de famille en 1927 et 1971

[Retour à la table des matières](#)

Types de famille	1927		1971		Total
	N	%	N	%	
Nucléaire	96	41,0	131	46,1	227
Atomistique	106	44,8	99	35,1	204
Étendue	32	14,2	52	18,8	85
Total	234	100	282	100	516

Ces différences dans la composition des maisonnées font ressortir un accroissement du pourcentage des familles nucléaires. Cette augmentation pourrait s'expliquer par la diminution de la matrifocalité et du taux de mortalité, ce qui prolonge la durée des unions, d'où une baisse du nombre de familles atomistiques.

⁴³ Rodgers (1965) distingue à cet effet les familles nucléaires qui comprennent les couples mariés ou vivant en concubinage avec ou sans enfant ; les familles étendues composées d'une famille nucléaire auxquelles se sont adjoints des parents collatéraux ou linéaires non membres de la famille nucléaire ; les familles atomistiques n'incluent pas de familles nucléaires.

Cette nucléarisation s'est accompagnée de la diminution du concubinage qui est passé de 53,4% en 1927 à 10,8% des unions en 1971.

Le pourcentage des familles étendues a aussi augmenté avec le placement des enfants dans les foyers des grands-parents, mouvement comparable à celui que Frucht (1966) constatait sur l'île de Nevis.

L'organisation familiale dépend en outre des structures de production. En 1927, 44,4% des ouvriers agricoles étaient à la tête de maisonnées de type atomistique contre seulement 19,2% chez les pêcheurs et 28,2% dans le cas des autres professions ⁴⁴. En 1971, une même distribution se retrouve. Bien que par rapport à 1927 le pourcentage des familles atomistiques ait baissé de moitié chez les ouvriers agricoles, il reste le double de celui des autres groupes professionnels, soit 26,4% contre 13,8% dans les autres professions et 11,8% chez les pêcheurs. Chez ces derniers la nucléarisation du foyer reste élevée pour les deux périodes. Comment expliquer la persistance de la maisonnée de type atomistique chez les ouvriers agricoles ? Il semble qu'on peut l'attribuer au grand nombre de femmes seules ou avec des enfants qui travaillent sur les plantations ⁴⁵ pratiquement l'unique débouché ouvert à une femme pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants. Cette analyse rejoint les études sur la famille effectuées dans d'autres communautés antillaises.

Comme l'ont noté Clarke (1957) et Smith (1956, 1965), l'instabilité conjugale et les maisonnées matrifocales sont plus fréquentes dans les régions dominées par les plantations où « la structuration de la famille autour du père (est) fragile. L'instabilité du revenu, la marginalité sociale et l'impossibilité d'assumer ses responsabilités économiques empêchent l'homme de conserver ou d'acquérir le leadership familial » (Benoist, 1972, p. 37). Au contraire, chez les pêcheurs, la nucléarisation et la stabilité matrimoniale sont plus affirmées, étant donné les avantages que leur procure leur métier, ce qui s'accompagne du renforcement du statut en tant que père-époux.

⁴⁴ Afin de calculer ces chiffres, nous avons groupé les familles nucléaires et étendues.

⁴⁵ Elles formaient 20,9% des chefs de famille atomistique en 1927 et 22,4% en 1971.

La parenté rituelle s'est aussi transformée sous l'impact des migrations et des communications entre les communes. Dans les sociétés sous influence catholique (Amérique latine et bassin méditerranéen), le parrainage est l'une des institutions majeures dont les fonctions vont de la formation des liens de coopération économique à la constitution des réseaux personnels, réactivés en cas de besoin. À Grand'Rivière, le parrainage sert d'abord à intensifier les liens de parenté déjà existants qui constituent le réservoir majeur ou sont puisés les parrains : sur 516 parrains et marraines, 31,5% étaient apparentés au père, 31,9% à la mère, 8,1% choisis parmi les frères et les sœurs des filleuls, 7,3% chez les parents par alliance et 1,2% chez les parrains des parents. Selon le tableau 23, parmi les parents consanguins, les « siblings » constituent la catégorie préférée, suivie des cousins et des cousines. Les parents secondaires comme les oncles et tantes, les neveux et nièces sont moins fréquemment choisis.

Parmi les non-parents, surtout des amis, 67,1% habitaient dans le village et le reste à l'extérieur dans les communes avoisinantes de Macouba et de Basse-Pointe ainsi qu'à Fort-de-France. On peut voir dans ces choix l'un des effets de l'amélioration des relations intercommunautaires, avec la rupture de l'isolement du village. L'émigration a, par ailleurs, diminué la présence des parrains et marraines parents, car 34,6% avaient émigré soit dans d'autres communes ou en métropole.

Les liens de parrainage n'ont dans le village qu'une fonction marginale du point de vue économique. Sur la plantation, les relations de travail entre les ouvriers sont indépendantes des liens de parenté réels ou fictifs qu'ils peuvent avoir. Dans la pêche, on l'a vu, le parrainage joue de façon minime dans la formation des équipages. C'est seulement dans l'agriculture vivrière qu'il a pu fournir un contingent de partenaires nécessaires aux « coups de main ». La diminution de l'importance de cette branche de production ne nécessite plus de groupe de coopération qui dépasserait le cadre de la famille restreinte. La parenté fictive n'a plus qu'une fonction rituelle minime, si même elle est considérée par les villageois comme une assurance à long terme, car à la mort des parents, les parrains se chargent en principe du filleul.

Ce sont les associations volontaires qui, maintenant, commencent à structurer la communauté, non plus selon des liens dyadiques mais polyadiques. Elles répondent à des objectifs multiples : aide mutuelle, sports, loisirs et religion.

La plus importante de ces associations qui compte 598 membres est la société mutualiste « La Vaillante » fondée en 1929, au moment où le village se constituait. Son but principal est d'assurer des prestations complémentaires à celles fournies par la sécurité sociale, d'accorder des allocations de vieillesse, de secours en cas de maladie et de défrayer le coût des funérailles.

Les fonds de la société proviennent des cotisations des membres qui versent 5 francs par mois. À titre d'activités secondaires, elle organise des bals et des sorties dont les recettes servent à compléter les revenus. Elle est administrée par un conseil composé de 9 membres élus par une assemblée générale pour un mandat de trois ans. Ce conseil comprend : un président, un vice-président, un secrétaire, un adjoint et un trésorier. Une fois par an, l'assemblée générale se réunit afin de discuter des problèmes et de voter sur l'utilisation et le placement des fonds. «La « Vaillante» fait partie de l'Union des sociétés mutualistes de la Martinique qui groupe 44 sociétés et qui organise régulièrement des congrès insulaires, auxquels les délégués riverains participent.

Ce sont les associations sportives qui, dans la vie sociale du village, ont la plus grande importance. Le club sportif de Grand'Rivière, l'Union sportive riveraine, fut créé en 1937. Il regroupe environ une soixantaine de membres amateurs de volley-ball et de football. L'activité de l'équipe de volley-ball est passionnément suivie et commentée par les « supporters » qui se réunissent tous les soirs dans la cour de l'école communale pour assister à l'entraînement des joueurs qu'ils accompagnent dans leurs déplacements à l'extérieur, lors des tournois. Chaque mois, les membres du club sportif se réunissent pour décider de la composition des équipes. Le financement est assuré par une cotisation versée par les membres et une souscription publique est organisée chaque année pour obtenir des dons de la part des sympathisants, à cela s'ajoutant les subventions municipales et départementales. .

Tableau 23
Répartition des parrains et marraines choisis
parmi les parents consanguins

[Retour à la table des matières](#)

<i>A. Répartition du choix des parrains</i>				
Degré de parenté	Fréquence de choix parmi les parents paternels		Fréquence de choix parmi les parents maternels	
Frères	29	30,5	31	55,3
Père	8	8,5	4	7,2
Cousins	28	29,5	7	12,5
Neveux	5	5,2	6	10,7
Oncles	5	5,2	6	10,7
Parents éloignés	10	10,5	1	1,8
Grand-père	10	10,5	1	1,8
Total	95	100	56	100
<i>B. Répartition du choix des marraines</i>				
Degré de parenté	Fréquence de choix parmi les parentes paternelles		Fréquence de choix parmi les parentes maternelles	
sœurs	17	25,0	47	43,1
Mère	4	5,8	8	7,3
Cousines	18	26,4	31	28,4
Nièces	9	13,2	13	11,9
Tantes	10	14,8	9	8,2
Parents éloignés	10	14,8	1	0,9
Total	68	100	109	100

Plus récemment, sous l'influence du directeur de l'école qui introduisit le jeu de pétanque dans le village, un club bouliste fut fondé, vers 1962. Il groupe 25 boulistes qui s'adonnent tous les soirs à des parties amicales et rencontrent, dans des tournois insulaires, les équipes des autres communes.

Ces associations bien structurées sont complétées par des groupements secondaires sur le plan religieux. Plusieurs femmes font partie des ligues catholi-

ques qui s'occupent des services funéraires. Le village comprend aussi des nouvelles sectes d'origine protestante. Les églises adventiste et évangéliste ne comptent que peu de convertis, une vingtaine de familles en tout. Leurs activités sont restreintes aux offices ou aux cours d'instruction religieuse qui sont organisés sous la conduite des leaders locaux. À l'occasion, ces congrégations reçoivent la visite de leurs pasteurs respectifs ou assistent à des congrès régionaux.

Le village commence donc à se différencier en plusieurs groupes d'intérêts, affiliés pour la plupart à des fédérations insulaires, ce qui a permis la multiplication des contacts intercommunautaires et l'insertion du village dans une structure régionale.

Avec la départementalisation, la base démographique du village commence à s'écrouler sous le choc des migrations en voie d'accélération qui le vident de ses éléments jeunes et productifs. Ceux-ci émigrent vers des pôles d'attraction insulaire et métropolitain plus conformes aux aspirations suscitées par le mode de vie projeté par la France et qui s'accorde mal avec le cadre étroit de la communauté. Ces migrations affectent la composition des maisonnées et accroissent les foyers qui comprennent grands-parents et petits-enfants. Ce phénomène, similaire à celui constaté sur d'autres îles antillaises, s'accompagne de la réduction du réseau des relations rituelles qui perd sa fonction d'intégration sociale, dévolue en partie aux associations volontaires. Leur essor s'accompagne d'une intensification des liens intercommunautaires qui réduisent l'isolement du village. En ce sens, Grand'Rivière n'est plus un village du bout du monde, mais une communauté soumise à un mouvement centrifuge de plus en plus rapide qui risque de la faire éclater.

Un village du bout du monde.

Conclusion

Et demain

[Retour à la table des matières](#)

Et demain ?

À la lumière du cas particulier que constitue Grand'Rivière, il apparaît de façon évidente que la départementalisation a instauré une dynamique nouvelle où s'effacent les rapports économiques et sociaux qui avaient été jusque-là déterminés par le système de plantation. La redéfinition des liens Métropole-Martinique n'a fait qu'amplifier et mettre à jour les contradictions structurelles auxquelles l'île est confrontée. Ces contradictions ont surgi du décroissement trop rapide qui s'est effectué entre deux ensembles qui sont à des stades différents de développement.

Alors que la Martinique, jusqu'en 1946, avait comme finalité principale la production de denrées agricoles à destination du marché métropolitain, la départementalisation imposait un ensemble de politiques dont l'objectif était d'intégrer les îles antillaises à l'ensemble métropolitain, sans qu'il soit tenu compte des structures locales et de leur capacité d'absorber les réformes envisagées. Dès lors, le décentrement provoqué entraînait des retentissements d'ordre socioéconomique qui se reflètent au niveau de la communauté de Grand'Rivière.

Bien sûr, la départementalisation a eu un impact positif sur la région. L'amélioration des voies de communication qui l'ont insérée de façon définitive dans le réseau insulaire, la diffusion des innovations technologiques, l'accès aux services de santé et l'amélioration du système scolaire ont contribué à élever le niveau de vie de la communauté, mais ces progrès cachent mal les autres effets qui affectent le village. Les plantations ont été acculées à la faillite, l'agriculture vivrière et l'élevage ont décliné en importance sous l'impact de la concurrence des produits alimentaires importés de la métropole qui remplacent l'alimentation traditionnelle. Dans la pêche, les innovations technologiques ont éliminé certaines des contraintes qui empêchaient un accès permanent à la mer sans que la productivité ait augmenté pour autant, malgré l'accroissement des investissements de base. Les politiques départementales ont donc déséquilibré ou supprimé l'infrastructure économique locale sans que de nouvelles activités de production aient été prévues pour prendre la relève.

Aussi, les villageois sont-ils placés dans une situation paradoxale : au fur et à mesure que les schèmes de consommation s'inspirent des modèles que diffuse la métropole, les ressources tirées des activités locales deviennent insuffisantes pour accéder aux biens et services qui leur sont proposés par la société globale.

Les programmes d'aide sociale n'ont fait qu'accroître la dépendance des villageois par rapport aux sources extérieures de revenus. En même temps, ils intensifiaient les inégalités socioéconomiques à cause des modalités non uniformes d'application à toute la population. Ainsi, le groupe des propriétaires de canots de pêche a été favorisé comparativement aux ouvriers agricoles et aux simples matelots. Ces clivages apparents s'ajoutent aux changements dans l'organisation communautaire où les liens parentaux et rituels se distendent pour faire place à de nouveaux types de rapports que définissent les associations volontaires liées à des fédérations insulaires dont les objectifs dépassent le cadre villageois.

Plus dangereux apparaissent les déséquilibres dans la pyramide d'âge du village sous la poussée rapide de l'émigration. La scolarisation plus avancée et les aspirations sociales qu'a suscitées la société globale s'accommodent mal des limites communautaires. Les travaux de type traditionnel sont constamment dévalorisés au profit des professions jugées plus conformes aux images normatives introduites

par la métropole devenue référence centrale. Aussi, l'accélération des départs vers Fort-de-France et la France, pôles d'attraction principaux, crée par rétroaction une raréfaction de la main-d'œuvre et une diminution de la population active, ce qui condamne le village à un vieillissement progressif.

La départementalisation, dernier avatar d'une situation de dépendance qui a marqué l'histoire de la Martinique depuis ses débuts, met en danger, par ses effets, la survie du village de Grand'Rivière. En effet, comment cette communauté pourrait-elle survivre si elle est privée de son infrastructure économique et menacée dans sa base démographique ?

La crise que traverse Grand'Rivière confirme l'une des constatations que Franck (1972, p. 11-12) énonçait à propos de l'Amérique latine et des Antilles : « Lorsque la métropole s'étend pour incorporer dans un système mondial des régions jusque-là isolées, le développement antérieur et l'industrialisation de ces régions sont bloqués ou canalisés dans des directions qui ne sont porteuses d'aucun avenir. » On ne peut mieux décrire le destin qui attend les communautés satellisées dont Grand'Rivière n'est que l'un des exemples.

Joseph Josy Lévy

**Un village du bout du monde.
Modernisation et structures villageoises aux Antilles françaises**

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ALBERTINI, J.M. (1965), « La fausse croissance », *Économie et humanisme*, 24 (163) p. 16-27.

ARCHAMBAULT, J. (1967), *Un village de pêcheurs (Deshaies) en Guadeloupe*, thèse de maîtrise, Département d'anthropologie, Université de Montréal.

_____, (1972), « De la voile au moteur, technologie et changement social aux Saintes », in *l'Archipel inachevé*, sous la direction de J. Benoist, Presses de l'Université de Montréal, p. 267-292.

BANFIELD, E.C. (1958), *The moral basis of a backward society*, Glencoe the Free Press.

BECKFORD, G.L. (1972), *Persistent poverty, underdevelopment in plantation economies of the Third World*, Oxford University Press.

BENOIST, J. (1959), « Individualisme et traditions techniques chez les pêcheurs martiniquais », *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 12, p. 265-285.

_____, (1968), « Types de plantation et groupes sociaux à la Martinique », *Cahiers des Amériques latines*, n° 2, p. 130-159.

_____, (1972), « L'étude anthropologique des Antilles », in *l'Archipel inachevé*, sous la direction de J. Benoist, Presses de l'Université de Montréal, p. 17-58.

CAHIER DU CERAG (1967), *Contribution à l'étude de la pêche en Martinique*, cahier n° 11, Fort-de-France.

CÉSAIRE, A. (1939), *Cahier d'un retour au pays natal*, Édition présence africaine, Paris.

CHAYANOV, AN. (1966), *The theory of Peasant economy*, Homewood Irwin.

CLARKE, E. (1957), *My mother who fathered me : a study of the family in three selected communities of Jamaica*, Londres, Georges Allen and Unwin.

COMITAS, L. (1962), *Fishermen and cooperation in rural Jamaica*, thèse de doctorat, Université Columbia.

_____, (1964), Occupational multiplicity in rural Jamaica, in *Proceedings of the American ethnological society*, J.J. Garfield, E. Friedl, 6dit., Seattle, University of Washington Press, p. 41-50.

DAGENAIS, H. (1969), *Une plantation de canne à sucre à la Guadeloupe*, thèse de maîtrise, Département d'anthropologie, Université de Montréal.

DESHON, S.K. (1963), *Compadrazgo on a Henenquen Hacienda in Yucatan : a structural reevaluation*, A.A., Vol. 65, p. 574-583.

EPSTEIN, S.A. (1967), The data of economics in anthropological analysis, in *The craft of social anthropology*, A.L. Epstein edit., Tavistock, London, Toronto, p. 153-180.

FOSTER, F.M. (1961), The dyadic contract : a model for the social structure of a mexican peasant village, A.A. Vol. 63, p. 1172-1192

_____, (1965), - Peasant society and the image of limited good -, A.A., Vol. 67, p. 293-312.

_____, (1969), Godparents and social networks in Tzintzuntzan o, *SWJ of Anthropology*, Vol. 25, p. 261-277.

FRANCK, A.G. (1972), - The development of underdevelopment, in *Dependence and Underdevelopment*, Latin America's political economy, J.D. Cockcroft, A.G. Franck et D.L. Johnson, edit., Anchor Book, p. 3-19.

FRUCHT, R. (1966), *Community and context in a colonial society*, thèse de doctorat, Université Brandeis.

_____, (1968), Emigration, remittances and social change : aspects of the social field on Nevis, West Indies, *Anthropologica*, Vol. 10, n° 2, p 193-208.

HANDLER, J. (1965), *Land exploitation activities and economic patterns in a Barbados village*, thèse de doctorat, Université Brandeis.

HOROWITZ, M.M. (1959), *Morne Paysan, Peasant community in Martinique*, thèse de doctorat, Université Columbia.

_____, (1960), Typology of rural community forms in the Caribbean, *Anthropological Quarterly*, Vol. 33, p. 177-187.

HUTCHINSON, H.W. (1957), *Village and plantation life in North Eastern Brazil*, Seattle, University of Washington Press.

KUNSTADTER, P. (1963), A survey of the consanguine or matrifocal family, *A.A.*, Vol. 65, p. 56-66.

LASSERRE, G. (1961), *La Guadeloupe*, Bordeaux, Union française d'impression.

_____, (1972), La petite propriété des Antilles françaises dans la crise de l'économie de plantation, in *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Mouton, p. 539-555.

LEIRIS, M. (1955), [*Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe*](#), Paris, UNESCO.

LEVY, J.J. (1969), « Comparaison des relations interpersonnelles dans trois communautés martiniquaises », in [*l'Archipel inachevé*](#), sous la direction de J. Benoist, Presses de l'Université de Montréal, p. 133-148.

LEWIS, H. (1956), *Notes de terrain non publiées sur Grand'Rivière*, Research institute for the study of man, New York.

MANNERS, R.A. (1960), Methods of community-analysis in the Caribbean , in *Caribbean studies . a symposium*, V. Rubin, edit., University of Washington Press, Seattle, p. 80-92.

_____, (1965), Remittances and the Unit of Analysis in Anthropological Research, *SWJ of Anthropology*, Vol. 2 1, p. 179-195.

MINTZ, S.W. et E.R. WOLF (1950), An analysis of ritual coparenthood (compadrazgo) in *Peasant Society*, a reader, J.M. Potter, M.N. Diaz, G.M. Foster, edit., Little, Brown and company, p. 174-199.

_____, (1956), The subculture of a rural sugar plantation proletariat, in *People of Puerto-Rico*, University of Illinois Press, Urbana, p. 314-417.

_____, (1967), Petits cultivateurs et prolétaires ruraux dans la région des Caraïbes, in *les Problèmes agraires des Amériques latines*, Centre national de la recherche scientifique, p. 93-100.

_____, (1966), The Caribbean as a social-cultural Area, *Cahier d'histoire mondiale*, vol. 9, p. 912-937.

NASH, M. (1961) , The social context of economic choice in a small society, *Man* p. 189-191.

OUENSENGA, Louis (1971), *Sécurité sociale et aide sociale aux Antilles*, Documents Cerag, n° 1, Fort-de-France.

OTTERBEIN, K. (1965), Caribbean family organization : a comparative analysis, A.A., Vol. 67, p. 67-78.

PADILLA, E. (1960), Contemporary social rural types in the Caribbean region, in *Caribbean studies : a symposium*, V. Rubin, edit., Seattle, University of Washington Press, p. 22-27.

PHILIBERT, J.M. (1972), Les Marie-galantais à Pointe-à-Pitre. Quelques problèmes posés par l'étude de la migration urbaine », in *l'Archipel inachevé*, sous la direction de J. Benoist, Presses de l'Université de Montréal, p. 75-92.

PRICE, R. (1964), « Magie et pêche à la Martinique », *L'Homme*, vol. 4, p. 84-113.

_____, (1966), Caribbean fishing and fishermen : a historical sketch, A.A., vol. 68, p. 1363-1383.

REVERT, E. (1949), *La Martinique : Étude géographique et humaine*, Paris, Nouvelles éditions latines. [En préparation dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

RODGERS, W. (1965), *The wages of change : an anthropological study of the effects of economic development in some negro communities in the out island Bahamas*, thèse de doctorat, Stanford University.

SHARPE, S. (1973), *Household production and composition a restudy of some aspects of social change in Nevis, British West Indies*, thèse de maîtrise, Département d'anthropologie, Université McGill, Montréal.

SMITH, M.G. (1962), *West Indian family structure*, Seattle, University of Washington Press.

SMITH, R.T. (1956), *The negro family in British Guiana*, Londres, Routledge and Kegan Paul Ltd.

_____, (1959), Family structure and plantation system in the New World », in *Plantation systems of the New World*, Social Science Monographs VII,.

STEWART, J., et al. (1956), *People of Puerto Rico : a study in social anthropology*, Urbana, University of Illinois.

SYLVESTRE, E. et E. LOTAUT (1936), *Annuaire de la vie martiniquaise*, Fort-de-France.

TYBURN, P. (1970), *Plantations de bananes dans la région du Gros Morne (Martinique)*, travail d'études et de recherches, Université de Bordeaux.

WAGLEY, C. (1960), « Plantation America : a culture sphere », in *Caribbean studies : a symposium*, V. Rubin, edit., Seattle, University of Washington Press, p. 3-13.

WOLF, E. et S. MINTZ (1957), ~, Hacienda and plantations in Middle America and the Antilles -, *Social and Economic studies*, vol. 6, p. 380-412.

WOLF, E.R. (1966), *Peasants*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall.

Fin du texte